Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale,, n. 253 del 28 ottobre 1991 - Serie generale

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I (70%)

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA | Roma - Lunedì, 28 ottobre 1991 | SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI NON FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI - VIA ARENULA 70 - 00100 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

N. 66

LEGGE 5 ottobre 1991, n. 327.

Ratifica ed esecuzione della convenzione europea sulla televisione transfrontaliera, con annesso, fatta a Strasburgo il 5 maggio 1989.

LEGGE 5 ottobre 1991, n. 328.

Ratifica ed esecuzione dell'accordo, effettuato mediante scambio di lettere, tra il Governo della Repubblica italiana e la MFO (Forza multinazionale ed osservatori), concernente la proroga della partecipazione italiana alla MFO, firmato a Roma il 12 marzo 1990.

LEGGE 5 ottobre 1991, n. 329.

Ratifica ed esecuzione dell'accordo tra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo dell'Unione delle Repubbliche socialiste sovietiche per l'attuazione di scambi giovanili, fatto a Roma il 30 novembre 1989.

LEGGE 5 ottobre 1991, n. 330.

Ratifica ed esecuzione dell'accordo tra la Repubblica italiana e la Repubblica d'Austria in materia di esenzione dalla legalizzazione, trasmissione di atti di stato civile e semplificazione delle formalità preliminari per contrarre matrimonio, firmato a Vienna il 29 marzo 1990.

LEGGE 5 ottobre 1991, n. 331.

Ratifica ed esecuzione dell'accordo quadro di cooperazione economica, industriale, scientifico-tecnologica, tecnica e culturale tra Italia e Brasile, fatto a Roma il 17 ottobre 1989.

LEGGE 5 ottobre 1991, n. 332.

Ratifica ed esecuzione del protocollo addizionale alla convenzione di Istanbul del 4 settembre 1958, concernente lo scambio internazionale di informazioni in materia di stato civile, fatto a Patrasso il 6 settembre 1989.

LEGGE 5 ottobre 1991, n. 333.

Ratifica ed esecuzione del protocollo alla convenzione sull'elaborazione di una farmacopea europea, fatto a Strasburgo il 16 novembre 1989.

Per informazioni su trattati di cui è parte l'Italia rivolgersi al Ministero degli affari esteri — Servizio trattati — 00100 Roma - Telefono 06/3960050 (Comunicato del Ministero degli affari esteri - «Gazzetta Ufficiale» n. 329 del 1° dicembre 1980).

SOMMARIO

LEGGI, DECRETI E ORDINANZE PRESIDENZIALI

LEGGE 5 ottobre 1991, n. 327.

Ratifica ed esecuzione della convenzione europea sulla televisione transfrontaliera, con annesso, fatta a Strasburgo il 5 maggio 1989.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione europea sulla televisione transfrontaliera, con annesso, fatta a Strasburgo il 5 maggio 1989.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo 1 a decorrere dalla data della sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 29 della convenzione stessa.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 5 ottobre 1991

COSSIGA

ANDREOTTI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*
DE MICHELIS, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* MARTELLI

EUROPEAN CONVENTION ON TRANSFRONTIER TELEVISION

CONVENTION EUROPÉENNE SUR LA TÉLÉVISION TRANSFRONTIÈRE

PRÉAMBULE

Les Etats membres du Conseil de l'Europe et les autres Etats parties à la Convention culturelle européenne, signataires de la présente Convention,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun;

Considérant que la dignité et la valeur égale de chaque être humain constituent des éléments fondamentaux de ces principes;

Considérant que la liberté d'expression et d'information, telle que garantie à l'article 10 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, constitue l'un des principes essentiels d'une société démocratique et l'une des conditions de base pour son développement et celui de tout être humain;

Réaffirmant leur attachement aux principes de la libre circulation de l'information et des idées et de l'indépendance des radiodiffuseurs, qui constituent une base indispensable de leur politique en matière de radiodiffusion;

Affirmant l'importance de la radiodiffusion pour le développement de la culture et pour la libre formation des opinions dans des conditions permettant de sauvegarder le pluralisme et l'égalité des chances entre tous les groupes et les partis politiques démocratiques;

Persuadés que le développement continu de la technologie de l'information et de la communication devrait servir à promouvoir le droit, sans considération de frontières, d'exprimer, de rechercher, de recevoir et de communiquer des informations et des idées, quelle que soit leur source;

Désireux d'offrir au public un plus grand choix de services de programmes permettant de valoriser le patrimoine et de développer la création audiovisuelle de l'Europe, et décidés à atteindre cet objectif culturel grâce à des efforts pour accroître la production et la circulation de programmes de haute qualité, répondant ainsi aux attentes du public dans les domaines de la politique, de l'éducation et de la culture;

Reconnaissant la nécessité de consolider le cadre général de règles communes;

Ayant à l'esprit la Résolution n° 2 et la Déclaration de la 1re Conférence ministérielle européenne sur la politique des communications de masse;

Désireux de développer les principes reconnus dans les Recommandations existant au sein du Conseil de l'Europe sur les principes relatifs à la publicité télévisée, sur l'égalité entre les femmes et les hommes dans les médias, sur l'utilisation de capacités de satellite pour la télévision et la radiodiffusion sonore, et sur la promotion de la production audiovisuelle en Europe,

Sont convenus de ce qui suit:

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1er

Objet et but

La présente Convention concerne les services de programmes qui sont incorporés dans les transmissions. Son but est de faciliter, entre les Parties, la transmission transfrontière et la retransmission de services de programmes de télévision.

Article 2

Expressions employées

Aux fins de la présente Convention:

a. «Transmission» désigne l'émission primaire, par émetteur terrestre, par câble ou par tout type de satellite, codée ou non, de services de programmes de télévision destinés à être reçus par le public en général. Ne sont pas visés les services de communication opérant sur appel individuel;

b. «Retransmission» désigne le fait de capter et de transmettre simultanément, quels que soient les moyens techniques utilisés, dans leur intégralité et sans aucune modification, des services de programmes de télévision, ou des parties importantes de tels services, transmis par des radiodiffuseurs et destinés à être reçus par le public en général;

c. «Radiodiffuseur» désigne la personne physique ou morale qui compose des services de programmes de télévision destinés à être reçus par le public en général et qui les transmet ou les fait transmettre par un tiers dans leur intégralité et sans aucune modification;

d. «Service de programmes» désigne l'ensemble des éléments d'un service donné, fourni par un radiodiffuseur au sens du paragraphe précédent;

e. «Œuvres audiovisuelles européennes» désigne des œuvres de création dont la production ou la coproduction est contrôlée par des personnes physiques ou morales européennes;

f. «Publicité» désigne toute annonce publique effectuée en vue de stimuler la vente, l'achat ou la location d'un produit ou d'un service, de promouvoir une cause ou une idée, ou de produire quelque autre effet souhaité par l'annonceur, pour laquelle un temps de transmission a été cédé à l'annonceur, moyennant rémunération ou toute contrepartie similaire;

g. «Parrainage» désigne la participation d'une personne physique ou morale — qui n'est pas engagée dans des activités de radiodiffusion ou de production d'œuvres audiovisuelles — au financement direct ou indirect d'une émission afin de promouvoir son nom, sa raison sociale ou son image de marque.

Article 3

Champ d'application

La présente Convention s'applique à tout service de programmes qui est transmis ou retransmis par des organismes ou à l'aide de moyens techniques relevant de la juridiction d'une Partie, qu'il s'agisse de câble, d'émetteur terrestre ou de satellite, et qui peut être reçu, directement ou indirectement, dans une ou plusieurs autres Parties.

Article 4

Liberté de réception et de retransmission

Les Parties assurent la liberté d'expression et d'information, conformément à l'article 10 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales et elles garantissent la liberté de réception et ne s'opposent pas à la retransmission sur leur territoire de services de programmes qui sont conformes aux dispositions de la présente Convention.

Article 5

Engagements des Parties de transmission

1. Chaque Partie de transmission veille, par des moyens appropriés et ses instances compétentes, à ce que tous les services de programmes transmis par des organismes ou à l'aide de moyens techniques relevant de sa juridiction au sens de l'article 3 soient conformes aux dispositions de la présente Convention.

2. Aux fins de la présente Convention, est Partie de transmission:

a. dans le cas de transmissions terrestres, la Partie dans laquelle l'émission primaire est effectuée;

b. dans le cas de transmissions par satellite :

i. la Partie dans laquelle est située l'origine de la liaison montante vers le satellite ;

ii. la Partie qui accorde le droit d'utiliser une fréquence ou une capacité de satellite lorsque l'origine de la liaison montante est située dans un Etat qui n'est pas Partie à la présente Convention ;

iii. la Partie dans laquelle le radiodiffuseur a son siège, lorsque la responsabilité n'est pas établie en vertu des alinéas i et ii.

3. Lorsque des services de programmes transmis depuis des Etats qui ne sont pas Parties à la Convention sont retransmis par des organismes ou à l'aide de moyens techniques relevant de la juridiction d'une Partie au sens de l'article 3, cette Partie, en qualité de Partie de transmission, veille, par des moyens appropriés et ses instances compétentes, à la conformité de ces services avec les dispositions de la présente Convention.

Article 6

Transparence

1. Les responsabilités du radiodiffuseur seront spécifiées de manière claire et suffisante dans l'autorisation délivrée par l'autorité compétente de chaque Partie, dans le contrat conclu avec celle-ci, ou par toute autre mesure juridique.

2. Des informations concernant le radiodiffuseur seront données sur demande par l'autorité compétente de la Partie de transmission. De telles informations comprendront, au minimum, le nom ou la dénomination, le siège et le statut juridique du radiodiffuseur, le nom de son représentant légal, la composition du capital, la nature, l'objet et le mode de financement du service de programmes que le radiodiffuseur fournit ou s'apprête à fournir.

CHAPITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES À LA PROGRAMMATION

Article 7

Responsabilités du radiodiffuseur

1. Tous les éléments des services de programmes, par leur présentation et leur contenu, doivent respecter la dignité de la personne humaine et les droits fondamentaux d'autrui.

En particulier, ils ne doivent pas :

a. être contraires aux bonnes mœurs et notamment contenir de pornographie ;

b. mettre en valeur la violence ni être susceptibles d'inciter à la haine raciale.

2. Les éléments des services de programmes qui sont susceptibles de porter préjudice à l'épanouissement physique, psychique et moral des enfants ou des adolescents ne doivent pas être transmis lorsque ces derniers sont susceptibles, en raison de l'horaire de transmission et de réception, de les regarder.

3. Le radiodiffuseur veille à ce que les journaux télévisés présentent loyalement les faits et les événements et favorisent la libre formation des opinions.

Article 8

Droit de réponse

1. Chaque Partie de transmission s'assure que toute personne physique ou morale, quelle que soit sa nationalité ou son lieu de résidence, puisse exercer un droit de réponse ou avoir accès à un autre recours juridique ou administratif comparable à l'égard des émissions transmises ou retransmises par des organismes ou à l'aide de moyens techniques relevant de sa juridiction, au sens de l'article 3. Elle veille notamment à ce que le délai et les autres modalités prévues pour l'exercice du droit de réponse soient suffisants

pour permettre l'exercice effectif de ce droit. L'exercice effectif de ce droit ou d'autres recours juridiques ou administratifs comparables doit etre assuré tant du point de vue des délais que pour ce qui est des modalités d'application.

2. A cet effet, le nom du radiodiffuseur responsable du service de programmes y est identifié à intervalles réguliers par toutes indications appropriées.

Article 9

Accès du public à des événements majeurs

Chaque Partie examine les mesures juridiques pour éviter que le droit du public à l'information ne soit remis en cause du fait de l'exercice, par un radiodiffuseur, de droits exclusifs pour la transmission ou la retransmission, au sens de l'article 3, d'un événement d'un grand intérêt pour le public qui ait pour consequence de priver une partie substantielle du public, dans une ou plusieurs autres Parties, de la possibilité de suivre cet événement à la télévision.

Article 10

Objectifs culturels

1. Chaque Partie de transmission veille, chaque fois que cela est réalisable et par des moyens appropriés, à ce que les radiodiffuseurs réservent à des œuvres européennes une proportion majoritaire de leur temps de transmission, à l'exclusion du temps consacré aux informations, à des manifestations sportives, a des jeux, à la publicité ou aux services de télétexte. Cette proportion, compte tenu des responsabilités du radiodiffuseur à l'égard de son public en matière d'information, d'éducation, de culture et de divertissement, devra être obtenue progressivement sur la base de critères appropriés.

2. En cas de désaccord entre une Partie de réception et une Partie de transmission sur l'application du paragraphe précédent, il peut être fait appel, à la demande d'une seule des Parties, au Comité permanent pour qu'il formule un avis consultatif à ce sujet. Un tel désaccord ne peut être soumis à la procédure d'arbitrage prévue à l'article 26.

3. Les Parties s engagent à rechercher ensemble les instruments et procédures les plus adéquats pour soutenir, sans discrimination entre les radiodiffuseurs, l'activité et le développement de la production europeenne, notamment dans les Parties à faible capacité de production audiovisuelle ou à aire linguistique restreinte.

4. Dans l'esprit de coopération et d'entraide qui sous-tend la présente Convention, les Parties s'efforceront d'éviter que les services de programmes transmis ou retransmis par des organismes ou à l'aide de moyens techniques relevant de leur juridiction, au sens de l'article 3, ne mettent en danger le pluralisme de la presse écrite et le développement des industries du cinéma. A cet effet, aucune transmission d'œuvres cinématographiques par ces services ne doit intervenir, sauf accord contraire entre les détenteurs de droits et le radiodiffuseur, avant un délai de deux ans après le début de l'exploitation de cette œuvre dans les salles de cinéma; dans le cas d'œuvres cinématographiques coproduites par le radiodiffuseur, ce délai sera d'un an.

CHAPITRE III

PUBLICITÉ

Article 11

Normes générales

1. Toute publicité doit être loyale et honnête.

2. La publicité ne doit pas être trompeuse ni porter atteinte aux intérêts des consommateurs.

3. La publicité destinée aux enfants ou faisant appel à des enfants doit éviter de porter préjudice aux intérêts de ces derniers et tenir compte de leur sensibilité particulière.

4. L'annonceur ne doit exercer aucune influence éditoriale sur le contenu des émissions.

Article 12

Durée

1. Le temps de transmission consacré à la publicité ne doit pas dépasser 15 % du temps de transmission quotidien. Toutefois, ce pourcentage peut être porté à 20 % s'il comprend des formes de publicité telles que les offres faites directement au public en vue soit de vendre, d'acheter ou de louer des produits, soit de fournir des services, à condition que le volume des spots publicitaires ne dépasse pas 15 %.

2. Le temps de transmission consacré aux spots publicitaires à l'intérieur d'une période donnée d'une heure ne doit pas dépasser 20 %.

3. Les formes de publicité telles que les offres faites directement au public en vue soit de vendre, d'acheter ou de louer des produits, soit de fournir des services, ne doivent pas dépasser une heure par jour.

Article 13

Forme et présentation

1. La publicité doit être clairement identifiable en tant que telle et clairement séparée des autres éléments du service de programmes par des moyens optiques ou acoustiques. En principe, elle doit être groupée en écrans.

2. La publicité subliminale est interdite.

3. La publicité clandestine est interdite, en particulier la présentation de produits ou de services dans les émissions, lorsque celle-ci est faite dans un but publicitaire.

4. La publicité ne doit pas faire appel, ni visuellement ni oralement, à des personnes présentant régulièrement les journaux télévisés et les magazines d'actualités.

Article 14

Insertion de publicité

1. La publicité doit être insérée entre les émissions. Sous réserve des conditions fixées aux paragraphes 2 à 5 du présent article, la publicité peut également être insérée pendant les émissions, de façon à ne pas porter atteinte à l'intégrité et à la valeur des émissions et de manière qu'il ne soit pas porté préjudice aux droits des ayants droit.

2. Dans les émissions composées de parties autonomes ou dans les émissions sportives et les événements et spectacles de structure similaire comprenant des intervalles, la publicité ne peut être insérée qu'entre les parties autonomes ou dans les intervalles.

3. La transmission d'œuvres audiovisuelles telles que les longs métrages cinématographiques et les films conçus pour la télévision (à l'exclusion des séries, des feuilletons, des émissions de divertissement et des documentaires), à condition que leur durée soit supérieure à quarante-cinq minutes, peut être interrompue une fois par tranche complète de quarante-cinq minutes. Une autre interruption est autorisée si leur durée est supérieure d'au moins vingt minutes à deux ou plusieurs tranches complètes de quarante-cinq minutes.

4. Lorsque des émissions autres que celles couvertes par le paragraphe 2 sont interrompues par la publicité, une période d'au moins vingt minutes devrait s'écouler entre chaque interruption successive à l'intérieur des émissions.

5. La publicité ne peut être insérée dans les diffusions de services religieux. Les journaux télévisés, les magazines d'actualités, les documentaires, les émissions religieuses et les émissions pour enfants dont la durée est inférieure à trente minutes ne peuvent être interrompus par la publicité. Lorsqu'ils ont une durée d'au moins trente minutes, les dispositions des paragraphes précédents s'appliquent.

Article 15

Publicité pour certains produits

1. La publicité pour les produits du tabac est interdite.

2. La publicité pour les boissons alcoolisées de toutes sortes est soumise aux règles suivantes:

a. elle ne doit pas s'adresser particulièrement aux mineurs; aucune personne pouvant être considérée comme mineur ne doit être associée dans une publicité à la consommation de boissons alcoolisées;

b. elle ne doit pas associer la consommation de l'alcool à des performances physiques ou à la conduite automobile;

c. elle ne doit pas suggérer que les boissons alcoolisées sont dotées de propriétés thérapeutiques ou qu'elles ont un effet stimulant, sédatif, ou qu'elles peuvent résoudre des problèmes personnels;

d. elle ne doit pas encourager la consommation immodérée de boissons alcoolisées ou donner une image négative de l'abstinence ou de la sobriété;

e. elle ne doit pas souligner indûment la teneur en alcool des boissons.

3. La publicité pour les médicaments et les traitements médicaux qui sont seulement disponibles sur prescription médicale dans la Partie de transmission est interdite.

4. La publicité pour les autres médicaments et traitements médicaux doit être clairement identifiable en tant que telle, loyale, véridique et contrôlable, et doit se conformer à l'exigence d'absence d'effet dangereux pour l'individu.

Article 16

Publicité s'adressant spécifiquement à une seule Partie

1. Afin d'éviter des distorsions de concurrence et la mise en péril du système télévisuel d'une Partie, les messages publicitaires dirigés spécifiquement et fréquemment vers l'audience d'une seule Partie autre que la Partie de transmission ne doivent pas contourner les règles relatives à la publicité télévisée dans cette Partie.

2. Les dispositions du paragraphe précédent ne s'appliquent pas lorsque:

a. les règles concernées établissent une discrimination entre les messages publicitaires transmis par des organismes ou à l'aide de moyens techniques relevant de la juridiction de cette Partie et les messages publicitaires transmis par des organismes ou à l'aide de moyens techniques relevant de la juridiction d'une autre Partie; ou

b. les Parties concernées ont conclu des accords bi- ou multilatéraux en ce domaine.

CHAPITRE IV

PARRAINAGE

Article 17

Normes générales

1. Lorsqu'une émission ou une série d'émissions est parrainée en tout ou partie, elle doit être clairement identifiée en tant que telle et de manière appropriée dans le générique, au début et/ou à la fin de l'émission.

2. Le contenu et la programmation d'une émission parrainée ne peuvent, en aucun cas, être influencés par le parrain de manière à porter atteinte à la responsabilité et à l'indépendance éditoriale du radiodiffuseur à l'égard des émissions.

3. Les émissions parrainées ne doivent pas inciter a la vente, à l'achat ou à la location des produits ou services du parrain ou d'un tiers, en particulier en faisant des références promotionnelles spécifiques à ces produits ou services dans ces émissions.

Article 18

Parrainages interdits

1. Les émissions ne peuvent pas être parrainées par des personnes physiques ou morales qui ont pour activité principale la fabrication ou la vente de produits ou la fourniture de services dont la publicité est interdite en vertu de l'article 15.

2. Le parrainage des journaux télévisés et des magazines d'actualités est interdit.

CHAPITRE V

ENTRAIDE

Article 19

Coopération entre les Parties

1. Les Parties s'engagent à s'accorder mutuellement assistance pour la mise en œuvre de la présente Convention.

2. A cette fin:

a. chaque Etat contractant désigne une ou plusieurs autorités dont il communique la dénomination et l'adresse au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;

b. chaque Etat contractant qui a désigné plusieurs autorités indique, dans la communication visée a l'alinéa *a*, la compétence de chacune de ces autorités.

3. Une autorité désignée par une Partie:

a. fournira les informations prévues à l'article 6, paragraphe 2, de la présente Convention;

b. fournira, à la demande d'une autorité désignée par une autre Partie, des informations sur le droit et la pratique internes dans les domaines couverts par la présente Convention;

c. coopérera avec les autorités désignées par les autres Parties chaque fois qu'il sera utile de le faire et notamment lorsque cette coopération pourra renforcer l'efficacité des mesures prises en application de la présente Convention;

d. examinera toute difficulté soulevée dans l'application de la présente Convention qui lui sera notifiée par une autorité désignée par une autre Partie.

CHAPITRE VI

COMITÉ PERMANENT

Article 20

Le Comité permanent

1. Il est constitué, aux fins de la présente Convention, un Comité permanent.

2. Toute Partie peut se faire représenter au sein du Comité permanent par un ou plusieurs délégués. Chaque délégation dispose d'une voix. Dans les domaines relevant de ses compétences, la Communauté économique européenne exerce son droit de vote avec un nombre de voix égal au nombre de ses Etats membres qui sont Parties à la présente Convention; la Communauté économique européenne n'exerce pas son droit de vote dans les cas où les Etats membres concernés exercent le leur, et réciproquement.

3. Tout Etat visé à l'article 29, paragraphe 1, qui n'est pas partie à la présente Convention peut se faire représenter au Comité permanent par un observateur.

4. Le Comité permanent peut, pour l'accomplissement de sa mission, recourir à des experts. Il peut, de sa propre initiative ou à la demande de l'organisme concerné, inviter tout organisme national ou international, gouvernemental ou non gouvernemental, techniquement qualifié dans les domaines couverts par

la présente Convention, à être représenté par un observateur à tout ou partie d'une de ses réunions. La décision d'inviter de tels experts ou organismes est prise à la majorité des trois quarts des membres du Comité permanent.

5. Le Comité permanent est convoqué par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Il tient sa première réunion dans les six mois qui suivent la date d'entrée en vigueur de la Convention. Il se réunit par la suite lorsqu'un tiers des Parties ou le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe en formule la demande, à l'initiative du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, conformément aux dispositions de l'article 23, paragraphe 2, ou encore à la demande d'une ou de plusieurs Parties, conformément aux dispositions des articles 21, alinéa *c*, et 25, paragraphe 2.

6. La majorité des Parties constitue le quorum nécessaire pour tenir une réunion du Comité permanent.

7. Sous réserve des dispositions du paragraphe 4 et de l'article 23, paragraphe 3, les décisions du Comité permanent sont prises à la majorité des trois quarts des membres présents.

8. Sous réserve des dispositions de la présente Convention, le Comité permanent établit son règlement intérieur.

Article 21

Fonctions du Comité permanent

Le Comité permanent est chargé de suivre l'application de la présente Convention. Il peut:

a. faire des recommandations aux Parties concernant l'application de la Convention;

b. suggérer les modifications à la Convention qui pourraient être nécessaires et examiner celles qui sont proposées conformément aux dispositions de l'article 23;

c. examiner, à la demande d'une ou de plusieurs Parties, toute question relative à l'interprétation de la Convention;

d. faciliter autant que de besoin le règlement amiable de toute difficulté qui lui est notifiée conformément aux dispositions de l'article 25;

e. faire des recommandations au Comité des Ministres relatives à l'invitation d'Etats autres que ceux visés à l'article 29, paragraphe 1, à adhérer à la Convention.

Article 22

Rapports du Comité permanent

Après chacune de ses réunions, le Comité permanent transmet aux Parties et au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe un rapport sur ses discussions et sur toute décision prise.

CHAPITRE VII

AMENDEMENTS

Article 23

Amendements

1. Toute Partie peut proposer des amendements à la présente Convention.

2. Toute proposition d'amendement est notifiée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe qui la communique aux Etats membres du Conseil de l'Europe, aux autres Etats parties à la Convention culturelle européenne, à la Communauté économique européenne et à chaque Etat non membre qui a adhéré ou a été invité à adhérer à la présente Convention conformément aux dispositions de l'article 30. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe convoque une réunion du Comité permanent au plus tôt deux mois après la communication de la proposition d'amendement.

3. Toute proposition d'amendement est examinée par le Comité permanent qui soumet le texte adopté à la majorité des trois quarts des membres du Comité permanent au Comité des Ministres pour approbation. Après cette approbation, le texte est transmis aux Parties pour acceptation.

4. Tout amendement entre en vigueur le trentième jour après que toutes les Parties ont informé le Secrétaire Général qu'elles l'ont accepté.

CHAPITRE VIII

VIOLATIONS ALLÉGUÉES DE LA PRÉSENTE CONVENTION

Article 24

Violations alléguées de la présente Convention

1. Lorsqu'une Partie constate une violation de la présente Convention, elle communique à la Partie de transmission la violation alléguée, les deux Parties s'efforçant de résoudre la difficulté sur la base des dispositions des articles 19, 25 et 26.

2. Si la violation alléguée présente un caractère manifeste, sérieux et grave, tel qu'elle soulève d'importants problèmes d'intérêt public et concerne les articles 7, paragraphes 1 ou 2, 12, 13, paragraphe 1, première phrase, 14 ou 15, paragraphes 1 ou 3, et si elle continue deux semaines après la communication, la Partie de réception peut suspendre, à titre provisoire, la retransmission du service de programmes mis en cause.

3. Dans tous les autres cas de violation alléguée, à l'exception de ceux prévus au paragraphe 4, la Partie de réception peut suspendre, à titre provisoire, la retransmission du service de programmes mis en cause après huit mois à dater de la communication, lorsque la violation alléguée continue.

4. La suspension provisoire de la retransmission n'est pas admise lors de violations alléguées des articles 7, paragraphe 3, 8, 9 ou 10.

CHAPITRE IX

REGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Article 25

Conciliation

1. En cas de difficulté dans l'application de la présente Convention, les parties concernées s'efforcent de parvenir à un règlement amiable.

2. Sauf si l'une des parties concernées s'y oppose, le Comité permanent peut examiner la question, en se tenant à la disposition des parties concernées, afin de parvenir dans les plus brefs délais à une solution satisfaisante et, le cas échéant, formuler un avis consultatif à ce sujet.

3. Chaque partie concernée s'engage à fournir au Comité permanent, dans les meilleurs délais, toutes les informations et facilités nécessaires pour l'accomplissement de ses fonctions en vertu du paragraphe précédent.

Article 26

Arbitrage

1. Si les parties concernées ne peuvent régler leur différend sur la base des dispositions de l'article 25, elles peuvent, d'un commun accord, le soumettre à l'arbitrage selon la procédure prévue à l'annexe à la présente Convention. En l'absence d'un tel accord dans un délai de six mois à partir de la première demande tendant à l'ouverture de la procédure de conciliation, le différend peut être soumis à l'arbitrage à la requête de l'une des parties.

2. Toute Partie peut, à tout moment, déclarer reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale à l'égard de toute autre Partie acceptant la même obligation l'application de la procédure d'arbitrage prévue à l'annexe à la présente Convention.

CHAPITRE X

AUTRES ACCORDS INTERNATIONAUX ET DROIT INTERNE DES PARTIES

Article 27

Autres accords ou arrangements internationaux

1. Dans leurs relations mutuelles, les Parties qui sont membres de la Communauté économique européenne appliquent les règles de la Communauté et n'appliquent donc les règles découlant de la présente Convention que dans la mesure où il n'existe aucune règle communautaire régissant le sujet particulier concerné.

2. Aucune disposition de la présente Convention ne saurait empêcher les Parties de conclure des accords internationaux complétant ou développant ses dispositions ou étendant leur champ d'application.

3. En cas d'accords bilatéraux, la présente Convention ne modifie en rien les droits et obligations des Parties qui découlent de ces accords et qui ne portent atteinte ni à la jouissance par les autres Parties des droits qu'elles tiennent de la présente Convention, ni à l'exécution de leurs obligations découlant de celle-ci.

Article 28

Relations entre la Convention et le droit interne des Parties

Aucune disposition de la présente Convention ne saurait empêcher les Parties d'appliquer des règles plus strictes ou plus détaillées que celles prévues dans la présente Convention aux services de programmes transmis par des organismes ou à l'aide de moyens techniques relevant de leur juridiction, au sens de l'article 3.

CHAPITRE XI

DISPOSITIONS FINALES

Article 29

Signature et entrée en vigueur

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe et des autres Etats parties à la Convention culturelle européenne, ainsi qu'à celle de la Communauté économique européenne. Elle sera soumise à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La Convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date à laquelle sept Etats, dont au moins cinq Etats membres du Conseil de l'Europe, auront exprimé leur consentement à être liés par la Convention conformément aux dispositions du paragraphe précédent.

3. Un Etat peut, lors de la signature ou à une date ultérieure précédant l'entrée en vigueur de la présente Convention à son égard, déclarer qu'il appliquera la Convention à titre provisoire.

4. La Convention entrera en vigueur à l'égard de tout Etat visé au paragraphe 1, ou de la Communauté économique européenne, qui exprimeront ultérieurement leur consentement à être liés par elle, le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 30

Adhésion d'Etats non membres

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra, après consultation des Etats contractants, inviter tout autre Etat à adhérer à la Convention par une décision prise à la majorité prévue à l'article 20.*d* du Statut du Conseil de l'Europe et à l'unanimité des representants des Etats contractants ayant le droit de siéger au Comité.

2. Pour tout Etat adhérent, la Convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date du dépôt de l'instrument d'adhésion près le Secrétaire Géneral du Conseil de l'Europe.

Article 31

Application territoriale

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.

2. Tout Etat peut, à tout autre moment par la suite, par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, étendre l'application de la présente Convention à tout autre territoire désigné dans la déclaration. La Convention entrera en vigueur à l'égard de ce territoire le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la déclaration par le Secrétaire Général.

3. Toute déclaration faite en vertu des deux paragraphes précédents pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, par notification adressée au Secrétaire Général. Le retrait prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 32

Réserves

1. Au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion:

a. tout Etat peut déclarer qu'il se réserve le droit de s'opposer à la retransmission sur son territoire, dans la seule mesure où elle n'est pas conforme à sa législation nationale, de services de programmes contenant de la publicité pour les boissons alcoolisées selon les règles prévues à l'article 15, paragraphe 2, de la présente Convention;

b. le Royaume-Uni peut déclarer qu'il se réserve le droit de ne pas satisfaire à l'obligation, prévue par l'article 15, paragraphe 1, d'interdire la publicité pour les produits du tabac, en ce qui concerne la publicité pour les cigares et le tabac pour pipe diffusée par l'*Independent Broadcasting Authority* sur le territoire britannique par des moyens terrestres.

Aucune autre réserve n'est admise.

2. Une réserve formulée conformément au paragraphe précédent ne peut pas faire l'objet d'objections.

3. Tout Etat contractant qui a formulé une réserve en vertu du paragraphe 1 peut la retirer en tout ou partie en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Le retrait prendra effet à la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

4. La Partie qui a formulé une réserve au sujet d'une disposition de la présente Convention ne peut prétendre à l'application de cette disposition par une autre Partie; toutefois, elle peut, si la réserve est partielle ou conditionnelle, prétendre à l'application de cette disposition dans la mesure où elle-même l'a acceptée.

Article 33

Dénonciation

1. Toute Partie peut, à tout moment, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La dénonciation prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 34

Notifications

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil, aux autres Etats parties à la Convention culturelle européenne, à la Communauté économique européenne et à tout Etat ayant adhéré ou ayant été invité à adhérer à la présente Convention:

a. toute signature;

b. le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;

c. toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément aux dispositions des articles 29, 30 et 31;

d. tout rapport établi en application des dispositions de l'article 22,

e. tout autre acte, déclaration, notification ou communication ayant trait à la présente Convention.

In witness whereof the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Convention.

Done at Strasbourg, the 5th day of May 1989, in English and French, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Council of Europe. The Secretary General of the Council of Europe shall transmit certified copies to each member State of the Council of Europe, to the other States party to the European Cultural Convention, to the European Economic Community and to any State invited to accede to this Convention.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Strasbourg, le 5 mai 1989, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe, aux autres Etats parties à la Convention culturelle européenne, à la Communauté économique européenne et à tout Etat invité à adhérer à la présente Convention.

Certified a true copy of the sole original documents in English and in French, deposited in the archives of the Council of Europe.

Strasbourg, this 12 June 1989

The Director of Legal Affairs
of the Council of Europe,

Copie certifiée conforme à l'exemplaire original unique en langues française et anglaise, déposé dans les archives du Conseil de l'Europe.

Strasbourg, le 12 juin 1989

Le Directeur des Affaires juridiques
du Conseil de l'Europe,

Erik HARREMOES

ANNEXE

Arbitrage

1. Toute requête d'arbitrage est notifiée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Elle indique le nom de l'autre partie au différend et l'objet du différend. Le Secrétaire Général communique les informations ainsi reçues à toutes les Parties à la Convention.

2. En cas de différend entre deux Parties dont l'une est un Etat membre de la Communauté économique européenne, elle-même Partie, la requête d'arbitrage est adressée à la fois à cet Etat membre et à la Communauté, qui notifient conjointement au Secrétaire Général, dans un délai d'un mois après la réception de la requête, si l'Etat membre ou la Communauté, ou l'Etat membre et la Communauté conjointement, se constituent partie au différend. A défaut d'une telle notification dans ledit délai, l'Etat membre et la Communauté sont réputés n'être qu'une seule et même partie au différend pour l'application des dispositions régissant la constitution et la procédure du tribunal arbitral. Il en est de même lorsque l'Etat membre et la Communauté se constituent conjointement partie au différend. Dans l'hypothèse envisagée par le présent paragraphe, le délai d'un mois prévu à la première phrase du paragraphe 4 ci-après est porté à deux mois.

3. Le tribunal arbitral est composé de trois membres : chacune des parties au différend nomme un arbitre ; les deux arbitres ainsi nommés désignent d'un commun accord le troisième arbitre, qui assume la présidence du tribunal. Ce dernier ne doit pas être ressortissant de l'une des parties au différend, ni avoir sa résidence habituelle sur le territoire de l'une de ces parties, ni se trouver au service de l'une d'elles, ni s'être déjà occupé de l'affaire à un autre titre.

4. Si, dans un délai d'un mois à compter de la communication de la requête par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, l'une des parties n'a pas nommé un arbitre, le Président de la Cour européenne des Droits de l'Homme procède, à la demande de l'autre partie, à sa nomination dans un nouveau délai d'un mois. Si le Président de la Cour est empêché ou est ressortissant de l'une des parties au différend, cette nomination incombe au Vice-Président de la Cour ou au membre le plus ancien de la Cour qui est disponible et qui n'est pas ressortissant de l'une des parties au différend. La même procédure s'applique si, dans un délai d'un mois après la nomination du deuxième arbitre, le président du tribunal arbitral n'est pas désigné.

5. Les dispositions des paragraphes 3 et 4 s'appliquent, selon le cas, pour pourvoir à tout siège vacant.

6. Lorsque deux parties ou plus s'entendent pour faire cause commune, elles nomment conjointement un arbitre.

7. Les parties au différend et le Comité permanent fournissent au tribunal arbitral toutes les facilités nécessaires pour la conduite efficace de la procédure.

8. Le tribunal arbitral établit ses propres règles de procédure. Ses décisions sont prises à la majorité de ses membres. Sa sentence est définitive et obligatoire.

9. La sentence du tribunal arbitral est notifiée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe qui la communique à toutes les Parties à la Convention.

10. Chaque partie au différend supporte les frais de l'arbitre qu'elle a nommé ; ces parties supportent, à parts égales, les frais de l'autre arbitre, ainsi que les autres dépenses entraînées par l'arbitrage.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE EUROPEA SULLA TELEVISIONE TRANSFRONTALIERA

PREAMBOLO

Gli Stati membri del Consiglio d'Europa e gli altri Stati Parti alla Convenzione culturale europea, firmatari della presente Convenzione,

Considerando che l'obiettivo del Consiglio d'Europa è di realizzare una unione più stretta tra i suoi membri per salvaguardare e promuovere gli ideali ed i principi che sono loro patrimonio comune,

Considerando che la dignità ed il valore uguale di ciascun essere umano costituiscono elementi fondamentali di questi principi;

Considerando che la libertà di espressione e di informazione così come garantita all'articolo 10 della Convenzione di salvaguardia dei Diritti dell'Uomo e delle libertà fondamentali rappresenta uno dei principi essenziali di una società democratica ed una delle condizioni di base per il suo sviluppo e per quello di ogni essere umano;

Riaffermando la loro adesione ai principi della libera circolazione dell'informazione e delle idee e dell'indipendenza delle emittenti televisive che sono una base indispensabile della loro politica in materia di radiodiffusione;

Affermando l'importanza della radiodiffusione per lo sviluppo della cultura e per la libera formazione delle opinioni in condizioni che consentano di salvaguardare il pluralismo e l'uguaglianza delle possibilità tra tutti i gruppi ed i partiti politici democratici;

Convinti che lo sviluppo continuo della tecnologia dell'informazione e della comunicazione dovrebbe essere utilizzato per promuovere, senza tener conto delle frontiere, il diritto di esprimere, di ricercare, di ricevere e di comunicare informazioni ed idee quale che sia la loro origine;

Desiderosi di offrire al pubblico una maggiore scelta di servizi di programmi che consentano di valorizzare il patrimonio e di sviluppare una creazione audiovisiva dell'Europa; determinati a conseguire questo scopo culturale grazie a sforzi volti ad accrescere la produzione e la circolazione di programmi di alta qualità, rispondendo in tal modo alle aspettative del pubblico nel settore della politica dell'istruzione e della cultura;

Riconoscendo la necessità di consolidare il quadro generale delle disposizioni comuni;

Tenendo presente la Risoluzione n° 2 e la Dichiarazione della 1a Conferenza ministeriale europea sulla politica delle comunicazioni di massa;

Desiderosi di sviluppare i principi stabiliti nelle Raccomandazioni esistenti in seno al Consiglio d'Europa per quanto riguarda i principi relativi alla pubblicità televisiva, all'uguaglianza tra le donne e gli uomini nei mass-media, all'utilizzazione di capacità di satellite per la televisione e la radiodiffusione sonore e per la promozione della produzione audiovisiva in Europa,

Hanno convenuto quanto segue:

CAPITOLO I

Disposizioni generali

Articolo 1

Oggetto e scopo

La presente Convenzione concerne i servizi di programmi incorporati nelle trasmissioni. Il suo scopo e di facilitare la trasmissione transfrontaliera e la trasmissione di servizi di programmi televisivi tra le parti.

Articolo 2

Espressioni utilizzate

Ai fini della presente Convenzione:

a. Per "trasmissione" s'intende l'emissione primaria, via emittente terrestre, via cavo o con ogni tipo di satellite, in forma non codificata o codificata, di programmi televisivi destinati al pubblico in generale. Il termine suddetto non comprende i servizi di comunicazione che operano su richiesta individuale.

b. Per "ritrasmissione" si intende il fatto di captare e di trasmettere simultaneamente, a prescindere dai mezzi tecnici utilizzati, programmi televisivi nella loro integralità e senza modifiche, oppure parti importanti di tali programmi trasmessi da radiodiffusori e destinati al pubblico in generale;

c. Per emittente televisiva s'intende la persona fisica o morale che compone servizi di programmi di televisione destinati ad essere ricevuti dal pubblico in generale e che li trasmette o li fa trasmettere da un terzo nella loro integralità e senza nessuna modifica.

d. Per "servizio di programmi" s'intende l'insieme degli elementi di un dato servizio, forniti da un'emittente televisiva ai sensi del paragrafo precedente;

e. Per "opere audiovisive europee" si intendono opere di creazione la cui produzione oppure la cui co-produzione e controllata da persone fisiche o morali europee;

f. Per "pubblicita" si intende ogni annuncio pubblico effettuato in vista di stimolare la vendita, l'acquisto oppure il noleggio di un prodotto o di un servizio, di promuovere una causa o un'idea, o di produrre qualche altro effetto desiderato dall'inserzionista, per il quale un tempo di trasmissione e stato concesso all'inserzionista dietro compenso o controparte analoga;

g. Per "sponsorizzazione" si intende la partecipazione di una persona fisica o morale - non impegnata in attivita di radiodiffusione o di produzione di opere audiovisive - al finanziamento diretto o indiretto di una emissione al fine di promuovere il suo nome, il suo marchio o la sua immagine.

Articolo 3

Settore di applicazione

La presente Convenzione si applica ad ogni servizio di programmi trasmesso o ritrasmesso da oganismi o per mezzo di mezzi tecnici soggetti alla giurisdizione di una Parte, sia che si tratti di cavo, di emittente terrestre o di satellite - e che può essere ricevuto, direttamente o indirettamente in una o più Parti.

Articolo 4

Liberta di ricezione e di ristrasmissione

Le Parti assicurano libertà di espressione e di informazione, in conformita con l'art.10 della Convenzione di salvaguardia dei Diritti dell'Uomo e delle Liberta fondamentali ed assicurano libertà di ricezione e non ostacolano la ritrasmissione sul proprio territorio di servizi di programmi televisivi conformi alle disposizioni della presente Convenzione.

Articolo 5

Impegni delle Parti trasmittenti

1. Ciascuna Parte trasmittente vigila, con mezzi appropriati e per mezzo delle sue istanze competenti affinché tutti i servizi di programmi trasmessi da organismi o per mezzo di mezzi tecnici soggetti alla sua giurisdizione ai sensi dell'art.5 siano conformi alle disposizioni della presente Convenzione.

2. Ai fini della presente Convenzione, e parte di trasmissione:

a. nel caso di trasmissioni terrestri, la Parte nella quale l'emissione ha luogo;

b. nel caso di trasmissioni via satellite:

i. la Parte in cui è situata l'origine del collegamento ascendente verso il satellite;

ii. la Parte che concede il diritto di utilizzare una frequenza oppure una capacità di satellite se l'origine del collegamento ascendente è situata in uno Stato che non è Parte alla presente Convenzione;

iii. la Parte nella quale l'emittente televisiva ha la sua sede, se la responsabilità non è definita in virtù dei capoversi i e ii.

3. Qualora servizi di programmi trasmessi da Stati che non sono Parti alla Convenzione siano ritrasmessi da organismi o mediante mezzi tecnici soggetti alla giurisdizione di una Parte ai sensi dell'articolo 3, questa Parte, in qualità di Parte di trasmissione, vigila, con mezzi adeguati e per mezzo delle sue istanze competenti alla conformità di questi servizi con le disposizioni della presente Convenzione.

Articolo 6

Trasparenza

1. Le responsabilità dell'emittente televisiva saranno specificate in maniera chiara e sufficiente nell'autorizzazione rilasciata dall'autorità competente di ciascuna Parte nel contratto stipulato con quest'ultima oppure per mezzo di ogni altra misura giuridica.

2. Informazioni relative all'emittente televisiva saranno fornite a richiesta dell'autorità competente della Parte di trasmissione. Tali informazioni comprenderanno almeno il nome oppure la denominazione, la sede e lo statuto giuridico dell'emittente televisiva, il nome del suo rappresentante legale, la composizione del capitale, la natura, l'oggetto e le modalità di finanziamento del servizio di programmi che l'emittente televisiva fornisce oppure si appresta a fornire.

CAPITOLO II

Disposizioni relative alla programmazione

Articolo 7

Responsabilità dell'emittente televisiva

1. Tutti gli elementi dei servizi di programmi, dal punto di vista sia del contenuto che della presentazione, debbono rispettare la dignità della persona umana ed i diritti fondamentali dell'uomo.

In particolare essi non debbono:

a. essere contrari alla decenza e tantomeno contenere pornografia;

b. mettere in risalto la violenza oppure essere suscettibili di incitare all'odio razzista.

2. Gli elementi dei servizi di programmi che sono suscettibili di pregiudicare lo sviluppo fisico, psichico e morale dei fanciulli o degli adolescenti non devono essere trasmessi quando questi ultimi sono suscettibili di guardarli dato l'orario di trasmissione e di ricezione.

3. L'emittente televisiva vigila affinché i giornali televisivi presentinolealmente i fatti e gli avvenimenti e favoriscano la libera formazione delle opinioni.

Articolo 8

Diritto di risposta

1. Ciascuna Parte di trasmissione si accerta che ogni persona fisica o morale, a prescindere dalla sua nazionalità oppure dal suo luogo di residenza possa esercitare un diritto di risposta oppure avere accesso ad altro ricorso giuridico o amministrativo paragonabile nei confronti delle trasmissioni trasmesse oppure ritrasmesse da organismi o per mezzo di mezzi tecnici soggetti dalla sua giurisdizione ai sensi dell'articolo 3. In particolare essa vigila affinché il termine e le altre modalità previste per l'esercizio del diritto di risposta siano adeguati a consentire l'esercizio effettivo di questo diritto. L'esercizio effettivo di questo diritto o di altri ricorsi giuridici o amministrativi paragonabili deve essere garantito dal punto di vista sia dei termini che per quanto riguarda le modalita di applicazione.

2. A tal fine, il nome dell'emittente televisiva responsabile del servizio di programmi deve essere indicato - in detti programmi - ad intervalli regolari con ogni indicazione appropriata.

Articolo 9

Accesso del pubblico a fatti di grande rilevanza

Ciascuna Parte esamina i provvedimenti giuridici volti ad evitare che il diritto del pubblico all'informazione venga posto in causa per via dello esercizio da parte di un'emittente televisiva, di diritti esclusivi per la trasmissione o la ritrasmissione ai sensi dell'articolo 3 di un fatto di grande interesse per il pubblico che abbia come conseguenza di impedire ad una parte sostanziale del pubblico in una o piu Parti la possibilita di seguire questo avvenimento in televisione.

Articolo 10

Obiettivi culturali

1. Ciascuna Parte di radiotrasmissione vigila ogni qualvolta ciò sia realizzabile e ricorrendo ai mezzi appropriati affinché le emittenti televisive riservino ad opere europee la maggior parte del loro tempo di trasmissione, escluso il tempo destinato alle informazioni, a manifestazioni sportive, a giochi, alla pubblicità oppure a servizi di telext. Tenuto conto delle responsabilità dell'emittente televisiva nei confronti del suo pubblico in fatto d'informazione, di istruzione, di cultura e di svago, questa proporzione dovrà essere raggiunta gradualmente secondo criteri appropriati.

2. In caso di disaccordo tra una Parte di ricezione ed una Parte di trasmissione riguardo all'applicazione del paragrafo precedente, si potra fare appello, a richiesta di una sola delle Parti , al Comitato permanente, affinché formuli un parere consultativo al riguardo. Tale disaccordo non puo essere sottoposto alla procedura di arbitrato prevista all'articolo 26.

3. Le parti si impegnano a ricercare insieme gli strumenti e le procedure piu appropriate per appoggiare, senza discriminazioni tra le emittenti televisivie, l'attività e lo sviluppo della produzione europea, in particolare nelle Parti aventi una scarsa capacità di produzione audiovisiva oppure una zona linguistica limitata.

4. Nello spirito di cooperazione e di assistenza soggiacente alla presente Convenzione, le Parti si sforzeranno di evitare che i servizi di programmi trasmessi oppure ritrasmessi da organismi o per mezzo di mezzi tecnici soggetti alla loro giuridizione ai sensi dell'articolo 3, pregiudichino il pluralismo della stampa scritta e lo sviluppo delle industrie cinematografiche. A tal fine, nessuna trasmissione di opere cinematografiche deve essere effettuata da questi servizi, salvo accordo contrario tra gli aventi diritto e l'emittente televisiva prima che sia decorso un termine di due anni dall'inizio della programmazione di questa opera nelle sale cinematografiche; in caso di opere cinematografiche in co-produzione con l'emittente televisiva, questo termine sara di un anno.

CAPITOLO III

Pubblicità

Articolo 11

Disposizioni generali

1. Ogni pubblicità deve essere leale ed onesta.

2. La pubblicità non deve essere menzognera o essere pregiudizievole agli interessi dei consumatori.

3. La pubblicità destinata ai fanciulli o che fa appello a dei fanciulli deve evitare di recare pregiudizio al agli interessi di questi ultimi e tener conto della loro particolare sensibilità.

4. L'inserzionista non deve esercitare alcuna influenza editoriale sul contenuto delle emissioni.

Articolo 12

Durata

1. Il tempo di trasmissione destinato alla pubblicità non deve superare il 15% del tempo di trasmissione quotidiano. Tuttavia questa percentuale può essere incrementata fino al 20% qualora comprenda forme di pubblicità come le offerte effettuate direttamente al pubblico in vista sia di vendere, di acquistare o di noleggiare prodotti, sia di fornire servizi, a condizione che il volume degli spots pubblicitari non superi il 15%.

2. Il tempo di trasmissione destinato agli spots pubblicitari all'interno di una dato periodo di un'ora non deve superare il 20%.

3. Le forme di pubblicità come le offerte direttamente effettuate al pubblico in vista sia di vendere, di acquistare oppure di noleggiare prodotti, sia di fornire servizi, non devono superare un'ora al giorno.

Articolo 13

Forma e presentazione

1. La pubblicità deve essere chiaramente identificabile in quanto tale e distintamente separata dagli altri elementi del servizio di programmi mediante mezzi ottici o acustici. IN linea di massima, esse deve essere raggruppata in video.

2. La pubblicita subliminale è vietata.

3. La pubblicità clandestina è vietata, in particolare la presentazione di prodotti o di servizi nelle emissioni, qualora essa avvenga a scopi pubblicitari

4. La pubblicità non deve fare ricorso, né visivamente, né oralmente, a persone che presentano regolarmente i telegiornali e le rubriche di attualità.

Articolo 14

Inserimento di pubblicità

1. La pubblicità deve essere inserita tra le trasmissioni Fatte salve le condizioni di cui ai paragrafi da 2 a 5 del presente articolo, la pubblicità può essere inserita anche nel corso delle trasmissioni, in maniera da non compromettere l'integrità ed il valore delle trasmissioni ed in modo che ciò non leda i diritti degli aventi diritto.

2. Nelle trasmissioni composte di parti autonome o in quelle sportive, nelle cronache e negli spettacoli di analoga struttura comprendenti degli intervalli, la pubblicità può essere inserita soltanto tra le parti autonome o negli intervalli.

3. La trasmissione di opere audiovisive come i lungometraggi cinematografici ed i films realizzati per la televisione (eccettuate le serie, i romanzi a puntate, i programmi ricreativi ed i documentari), a condizione che la loro durata sia superiore a 45 (quarantacinque) minuti può essere interrotta una volta per periodo completo di quarantacinque minuti. Un'altra interruzione è autorizzata se la loro durata supera di almeno venti minuti due o più periodi completi di quarantacinque minuti.

4. Quando trasmissioni che non siano quelle previste dal paragrafo 2 sono interrotte dalla pubblicità, dovrebbe trascorrere un periodo di almeno venti minuti tra ogni successiva interruzione all'interno delle trasmissioni.

5. La pubblicità non può essere inserita durante la trasmissione di uffici religiosi. I telegiornali, le rubriche di attualità, i documentari , le trasmissioni religiose e quelle per i bambini di durata inferiore a trenta minuti non possono essere interrotti dalla pubblicità. Se la loro durata è di almeno trenta minuti, si applicano le disposizioni dei paragrafi precedenti.

Articolo 15

Pubblicità per determinati prodotti

1. E' vietata la pubblicità per i prodotti del tabacco.

2. La pubblicità per le bevande alcoliche di qualsiasi tipo è soggetta alle seguenti regole:

a. non rivolgersi espressamente ai minori; nessuna persona che può essere considerata come minore deve essere implicata in una pubblicità per il consumo di bevande alcoliche

b. non collegare il consumo di alcolici con prodezze fisiche o con la guida di autoveicoli;

c. non indurre a credere che le bevande alcoliche possiedono proprietà terapeutiche oppure che hanno un effetto stimolante, sedativo o che possono risolvere problemi personali;

d. non incoraggiare il consumo smodato di bevande alcoliche o presentare in luce negativa l'astinenza o la sobrietà;

e. non insistere indebitamente sul forte grado alcolico delle bevande

3. E' vietata la pubblicità per i medicinali e le cure mediche che sono disponibili unicamente con ricetta medica nella Parte di trasmissione.

4. La pubblicità per gli altri medicinali e cure mediche deve essere chiaramente individuabile in quanto tale, leale, veritiera e controllabile, e deve conformarsi con la mancanza di effetti nocivi per l'individuo.

Articolo 16

Pubblicità che si rivolge specificamente ad una sola Parte

1. Al fine di evitare distorsioni di concorrenza ed un eventuale pregiudizio al sistema televisivo di una Parte, i messaggi pubblicitari diretti specificamente e frequentemente al pubblico di una sola Parte diversa dalla Parte di trasmissione non devono aggirare le norme relative alla pubblicità televisiva in questa Parte.

2. Le disposizioni del paragrafo precedente non si applicano se:

a. Le disposizioni in questione stabiliscono una discriminazione tra i messaggi pubblicitari trasmessi dagli organismi o per mezzo di mezzi tecnici soggetti d alla giurisdizione di questa Parte ed i messaggi pubblicitari trasmessi da organismi o per mezzo di mezzi tecnici soggetti alla giurisdizione di un'altra Parte; oppure

b. Le Parti interessate hanno concluso degli accordi bilaterali o multilaterali in questo settore.

CAPITOLO IV

Sponsorizzazione

Articolo 17

Disposizioni generali

1. Se una trasmissione oppure una serie di trasmissioni sono sponsorizzate in tutto o in parte, esse debbono essere chiaramente riconoscibili in quanto tali nei titoli di testa all'inizio o alla fine della trasmissione.

2. Il contenuto e la programmazione di una trasmissione sponsorizzata non possono in alcun caso essere influenzate dallo sponsor in maniera tale da ledere la responsabilità e l'autonomia editoriale del radiodiffusore nei confronti delle trasmissioni

3. Le trasmisioni sponsorizzate non debono stimolare all'acquisto, alla vendita o al noleggio dei prodotti o dei servizi dello sponsor e di un terzo, specialmente facendo riferimenti specifici di carattere promozionale a detti prodotti o servizi in queste trasmissioni.

Articolo 18

Sponsorizzazioni vietate

1. Le trasmissioni non posso essere sponsorizzate da persone fisiche o morali che hanno per attività principale la fabbricazione oppure la vendita di prodotti o la fornitura di servizi la cui pubblicità è vietata in virtù dell'articolo 15.

2. La sponsorizzazione dei telegiornali e delle rubriche di attualità è vietata.

CAPITOLO V

Assistenza

Articolo 19
Cooperazione tra le Parti

1. Le Parti si impengano a concedersi reciproca assistenza per l'attuazione della presente Convenzione.

2. A tal fine:

a. Ciascuno Stato contraente nomina una o più autorità di cui comunica la denominazione e l'indirizzo al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, al momento del deposito del suo strumento di ratifica, di accettazione, di aprpovazione oppure di adesione;

b. Ciascun Stato contraente che ha nominato più Autorità indica, nella comunicazione di cui al capoverso a., la competenza di ciascuna di queste autorità.

3. Un'autorità nominata da una Parte:

a. fornirà le informazioni previste all'articolo 6 paragrafo 2 della presente Convenzione;

b. fornirà dietro domanda di un'autorità designata da un'altra Parte, informazioni sul diritto e la prassi interne nei settori coperti dalla presente Convenzione;

c. collaborerà con le autorità designate dalle altre Parti ogni qualvolta sia utile farlo ed in particolare quando tale cooperazione può rafforzare l'efficacia dei provvedimenti presi in applicazione della presente Convenzione.

d. esaminera ogni difficoltà emersa nell'applicazione della presente Convenzione che le sara notificata da una autorità designata da un'altra Parte.

CAPITOLO VI
Comitato permanente

Articolo 20

Il Comitato permanente

1. Sarà costituito ai fini della presente Convenzione, un Comitato permanente.

2. Ogni Parte può farsi rappresentare in seno al Comitato permanente da uno o più delegati. Ciascuna delegazione dispone di un voto Nei settori di sua competenza, la Comunità economica europea esercita il suo diritto di voto con un numero di voti pari al numero dei suoi Stati membri che sono Parti alla presente Convenzione, la Comunita economica europea non esercita il suo diritto di voto quando gli Stati membri interessati esercitano il loro, e reciprocamente.

3. Ogni Stato di cui all'articolo 29, par. 1 che non è parte alla presente Convenzione può farsi rappresentare al Comitato permanente da un osservatore.

4. Il Comitato permanente può, per l'adempimento della sua missione, fare appello ad esperti .Esso può , di sua iniziativa oppure a richiesta dell'organismo interessato, invitare ogni organismo nazionale o internazionale, governativo o non governativo, tecnicamente qualificato in tutti i settori coperti dalla presente Convenzione , a farsi rappresentare da un osservatore a tutta, oppure ad una parte, di una delle sue riunioni. La decisione di invitare tali esperti o organismi, è adottata alla maggioranza dei tre quarti dei membri del Comitato Permanente.

5. Il Comitato permanente e convocato dal Segretario Generale del Consiglio d(Europa. Esso si riunirà nella sua prima sessione entro i sei mesi successivi alla data di entrata in vigore della Convenzione. Esso si riunirà poi quando un terzo delle Parti o il Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa ne faranno domanda, dietro iniziativa del Segretario Generale del Consiglio d'Europa in conformità con le disposizioni dell'articolo 23, par.2 o anche dietro richiesta di una o più delle Parti, in conformità con le disposizioni degli articoli 21, capoverso c, e 25, paragrafo 2.

6. La maggioranza delle Parti costituisce il numero legale per svolgere una riunione del Comitato permanente.

7. Fatte salve le disposizioni del paragrafo 4 e dell'articolo 23, par. 3 le decisioni del Comitato permanente sono adottate alla maggioranza dei tre quarti dei membri presenti.

8. Fatte salve le disposizioni della presente Convenzione, il Comitato permanente stabilisce il proprio regolamento interno.

Articolo 21

Funzioni del Comitato permanente

Il Comitato permanente è incaricato di seguire l'applicazione della presente Convenzione. Esso può:

a. fare raccomandazioni alle Parti relative all'applicazione della Convenzione;

b. suggerire le modifiche che potrebbero essere necessarie della Convenzione ed esaminare quelle che sono proposte in conformità con le disposizioni dell'articolo 23;

c. esaminare, a richiesta di una o più Parti, ogni questione relativa alla interpretazione della Convenzione;

d. facilitare per quanto possibile il bonario componimento di ogni difficoltà che gli e notificata in conformità con le disposizioni dell'articolo 25;

e. fare raccomandazioni al Comitato dei Ministri relative all'invito di Stati diversi da quelli di cui all'articolo 29 paragrafo 1, ad aderire alla Convenzione.

Articolo 22

Rapporti del Comitato permanente

A seguito di ogni sua riunione, il Comitato permanente trasmette alle Parti ed al Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa un rapporto concernente le sue discussioni ed ogni decisione presa.

CAPITOLO VII

Emendamenti

Articolo 23

Emendamenti

1. Ogni Parte può proporre emendamenti alla presente Convenzione.

2. Ogni proposta di emendamentb è notificata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa il quale la comunica agli Stati membri del Consiglio d'Europa ed agli altri Stati Parti alla Convenzione culturale europea, alla Comunità economica europea e ad ogni Stato non membro il quale ha aderito oppure è stato invitato ad aderire alla presente Convenzione in conformità con le disposizioni dell'articolo 30. Il Segretario generale del Consiglio d'Europa convoca una riunione del Comitato permanente non prima di due mesi successivamente alla comunicazione della proposta di emendamento.

3. Ogni proposta di emendamento è esaminata dal Comitato Permanente il quale sottopone il testo approvato all maggioranza dei membri del Comitato permanente per approvazione al Comitato dei Ministri. Dopo questa approvazione il testo è trasmesso per accettazione alle Parti.

4. Ogni emendamento entra in vigore il trentesimo giorno dopo che tutte le Parti abbiano informato il Segretario Generale della loro accettazione.

CAPITOLO VIII

Composizione delle controversie

Articolo 24

Pretese violazioni della presente Convenzione

1. Quando una Parte accerta una violazione della presente Convenzione, essa comunica alla Parte di trasmissione la pretesa violazione, le due Parti sforzandosi di risolvere la difficoltà in base alle disposizioni degli articoli 19, 25 e 26.

2. Se la pretesa violazione e di carattere evidente, serio e grave, tanto da sollevare importanti problemi di interesse pubblico e riguarda gli articoli 7, paragrafi 1 o 2, 12, 13, paragrafo 1, prima frase, 14 o 15, paragrafi 1 o 3, e se continua ancora due settimane dopo la comunicazione, la Parte di ricezione può sospendere a titolo temporaneo la ritrasmissione del servizio di programmi posto in causa.

3. In tutti gli altri casi di pretese violazioni, ad eccezione di quelli previsti al paragrafo 4, la Parte di ricezione può sospendere a titolo provvisorio, la ritrasmissione del servizio di programmi posto in causa dopo otto giorni a far data dalla comunicazione, qualora la violazione pretesa continui.

4. La sospensione temporanea della ritrasmissione non è ammessa in caso di pretesa violazione degli articoli 7, paragrafi 3,8, 9 oppure 10.

CAPITOLO IX

Composizione delle controversie

Conciliazione

Articolo 25

1. In caso di difficoltà nell'applicazione della presente Convenzione, le parti interessate si sforzano di raggiungere un componimento bonario.

2. A meno che una delle Parti interessate non vi si opponga, il Comitato permanente può esaminare la questione, mantenedosi a disposizione delle Parti interessate al fine di giungere il prima possibile ad una soluzione soddisfacente, e, se del caso, formulare un parere consultativo a questo riguardo.

3. Ciascuna parte interessata si impegna a fornire al Comitato permanente, il prima possibile, ogni informazione ed agevolazione necessarie per l'adempimento delle sue funzioni in virtù del paragrafo precedente.

Articolo 26

Arbitrato

1. Se le parti interessate non possono conciliare la controversia in base alle disposizioni dell'articolo 25, esse possono, di comune accordo, sottoporla ad arbitrato in base alla procedura prevista nell'annesso alla presente Convenzione. In mancanza di tale accordo entro un termine di sei mesi a decorrere dalla prima domanda volta all'apertura della procedura di conciliazione, la controversia puo essere sottoposta ad arbitrato dietro richiesta di una delle Parti.

2. Ogni Parte puo, in ogni tempo, dichiarare che riconosce come obbligatoria, a tutti gli effetti e senza convenzione speciale nei confronti di ogni altra Parte che accetta lo stesso obbligo, l'applicazione della procedura d'arbitrato prevista nell'annesso alla presente Convenzione.

CAPITOLO X

Altri accordi internazionali e diritto interno delle Parti

Articolo 27

Altri accordi o intese internazionali

1. Nei loro rapporti reciproci, le Parti che sono membri della Comunità economica europea applicano le regole della Comunità e applicano le regole derivanti dalla presente Convenzione solo qualora non esista una disposizione comunitaria che disciplina il particolare argomento pertinente.

2. Nessuna disposizione della presente Convenzione puo impedire alle Parti di stipulare accordi internazionali che completano o sviluppano le sue disposizioni oppure estendono la loro portata.

3. In caso di accordi bilaterali, la presente Convenzione non modifica in alcun modo i diritti gli obblighi delle Parti derivanti da questi accordi, i quali non pregiudicano nè il godimento di altre Parti dei diritti che spettano loro in base alla presente Convenzione, ne l'attuazione dei loro obblighi derivanti da detta Convenzione.

Articolo 28

Rapporti tra la Convenzione e la legislazione interna delle Parti

Nessuna disposizione della presente Convenzione può impedire alle Parti di applicare regole più rigorose o più dettagliate di quelle previste nella presente Convenzione per i servizi di programmi trasmessi da organismi oppure mediante mezzi tecnici soggetti alla loro giurisdizione, ai sensi dell'articolo 3.

CAPITOLO XI

Disposizioni finali

Articolo 29

Firma ed entrata in vigore

1. La presente Convenzione è aperta alla firma degli Stati membri del Consiglio d'Europa e degli altri Stati parti della Convenzione culturale europea, nonché a quella della Comunità economica europea. Essa sarà sottoposta a ratifica, accettazione, o approvazione. Gli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione sarannno depositati presso il Segretario generale del Consiglio d'Europa.

2. La Convenzione entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di tre mesi dopo la data alla quale sette Stati, di cui almeno cinque Stati membri del Consiglio d'Europa avranno espresso il loro consenso ad essere legati dalla Co-nvenzione in conformità con le disposizioni del paragrafo precedente.

3. Uno Stato può, all'atto della firma oppure ad una data successiva prima dell'entrata in vigore della presente Convenzione nei suoi confronti, dichiarare che applicherà la Convenzione a titolo provvisorio.

4. La Convenzione entrerà in vigore nei confronti di ogni Stato di cui al paragrafo 1, oppure della Comunità economica europea, i quali manifesteranno ulteriormente il loro consenso ad essere vincolati da detta Convenzione, il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di tre mesi dopo la data del deposito dello strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione.

Articolo 30

Adesione di Stati non membri

1. Dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione, il Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa potra, dopo consultazione degli Stati contraenti, invitare ogni altro Stato ad aderire alla Convenzione con una decisione presa alla maggioranza prevista all'articolo 20.d. dello Statuto del Consiglio d'Europa ed alla unanimità dei rappresentanti degli Stati contraenti aventi diritto a avere un seggio al Comitato.

2. Per ogni Stato aderente la Convenzione entrera in vigore il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di tre mesi dopo la data di deposito dello struemnto di adesione presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

Articolo 31

Applicazione territoriale

1. Ogni Stato può all'atto della firma o al l'atto del deposito del suo strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione, designare il territorio o i territori ai quali la presente Convenzione si applicherà.

2. Ogni Stato puo in seguito, in ogni altro tempo, per mezzo di una dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, estendere l'applicazione della presente Convenzione ad ogni altro territorio designato nella dichiarazione. La Convenzione entrerà in vigore nei confronti di questo territorio il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di tre mesi dopo la data di ricevimento della dichiarazione da parte del Segretario Generale.

3. Ogni dichiarazione effettuata in virtù dei due paragrafi precedenti potrà essere ritirata, per quanto riguarda ogni territorio designato in tale dichiarazione, per mezzo di una notifica indirizzata al Segretario Generale. Il ritiro avra effetto il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di sei mesi dopo la data di ricevimento della notifica da parte del Segretario Generale.

Articolo 32

Riserve

1. All'atto della firma oppure al momento del deposito del suo strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione:

a. Ogni Stato può dichiarare che si riserva il diritto di opporsi alla ritrasmissione sul suo territorio - ma solo se questa non è conforme alla sua legislazione interna - di servizi di programmi contenenti pubblicità per le bevande alcoliche secondo le norme generali previste all'articolo 15, paragrafo 2, della presente Convenzione.

b. Il Regno Unito può dichiarare che si riserva il diritto di non ottemperare all'obbligo previsto dall'articolo 15 Paragrafo 1 di vietare la pubblicità per i prodotti del tabacco, per quanto concerne la pubblicità per i sigari ed il tabacco da pipa diffusa dalla Independent Broadcasting Authority sul territorio britannico con emittenti terrestri.

Nessuna altra riserva è ammessa.

2. Una riserva formulata in conformità con il paragrafo precedente non può essere oggetto di obiezioni.

3. Ogni Stato contraente che ha formulato una riserva in virtù del paragrafo 1 può ritirarla in tutto o in parte inviando una notifica al Segretario Generale del Consiglio d'Europa. Il ritiro avrà effetto alla data di ricevimento della notifica da parte del Segretario Generale.

4. La Parte che ha formulato una riserva riguardo ad una disposizione della presente Convenzione non può esigere l'applicazione di questa disposizione da un'altra Parte; tuttavia essa può, se la riserva è parziale o condizionale, pretendere che tale provvedimento sia applicato nella misura in cui essa stessa lo ha accettato.

Articolo 33

Denuncia

1. Ogni Parte può in ogni tempo denunciare la presente Convenzione indirizzando una notifica al Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

2. La denuncia avra effetto il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di sei mesi dopo la data di ricevimento della notifica da parte del Segretario Generale.

Articolo 34

Notifiche

Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa notificherà agli Stati membri del Consiglio, agli altri Stati Parti della Convenzione culturale europea, alla Comunità Economica Europea ed a tutti gli Stati che hanno aderito oppure sono stati invitati ad aderire alla presente Convenzione:

a. ogni firma;

b. il deposito di ogni strumento di ratifica, di accettazône, di approvazione oppure di adesione;

c. ogni data di entrata in vigore della presente Convenzione in conformità con le disposizioni degli articoli 29, 30 e 31;

d. ogni rapporto stabilito in applicazione delle disposizioni dell'articolo 22 ;

e. ogni altro atto, dichiarazione, notifica o comunicazione relativa alla presente Convenzione.

In fede di che, i sottoscritti, a tal fine debitamente autorizzati, hanno firmato la presente Convenzione.

Fatto a Strasburgo, il 5 maggio 1989, in lingua francese ed inglese, i due testi facenti utualmente fede, in un solo esemplare che sara depositato negli archivi del Consiglio d'Europa. Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa ne comunicherà copia certificata conforme a ciascuno degli Stati membri del Consiglio d'Europa, agli altri Stati parti alla Convenzione culturale europea, alla Comunità economica europea e ad ogni Stato invitato ad aderire alla presente Convenzione.

ANNESSO

Arbitrato

1. Ogni richiesta di arbitrato e notificata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa. Essa deve riportare il nome dell'altra parte alla controversia nonché l'oggetto della controversia. Il Segretario comunica le informazioni così ricevute a tutte le Parti alla Convenzione.

2. In caso di controversia tra due Parti una delle quali è uno Stato membro della Comunità economica europea, anch'esso Parte, la richiesta di arbitrato è indirizzata sia allo Stato membro sia alla Comunità, i quali notificano congiuntamente al Segretario Generale, entro il termine di un mese successivamente al ricevimento della richiesta, se lo Stato membro oppure la Comunità, oppure lo Stato membro e la Comunità insieme, si costituiscono parti alla controversia. In mancanza di tale notifica entro tale termine, lo Stato membro e la Comunità saranno considerati comme essendo una sola ed unica parte alla controversia per l'applicazione delle disposizioni che disciplinano la costituzione e la procedura del tribunale di arbitrato. Lo stesso dicasi quando lo Stato membro e la Comunità si costituiscono insieme come parte alla controversia. Nell'ipotesi prevista dal presente paragrafo, il termine di un mese previsto nella prima frase del paragrafo 4 in appresso diventa due mesi.

3. IL Tribunale arbitrale e composto da tre membri: ciascuna delle parti alla controversia nomina un arbitro; i due arbitri in tal modo designati nominano di comune accordo il terzo arbitro, il quale assume la presidenza del Tribunale. Quest'ultimo non deve essere cittadino di una della parti della controversia, né avere la sua residenza abituale sul territorio di una delle parti, né essere al servizio di una di esse, ne essersi gia occupato del caso per altro titolo.

4. Se, entro una scadenza di un mese a decorrere dalla comunicazione della richiesta da parte del Segretario Generale del Consiglio d'Europa, una delle Parti non ha nominato un arbitro, il Presidente della Corte Europea dei Diritti dell' Uomo procede, a richiesta dell'altra parte, alla sua nomina entro un nuovo termine di un mese. Se il Presidente della Corte ha un impedimento, oppure è cittadino di una delle parti della controversia, questa nomina spetta al Vice-presidente della Corte oppure al membro più anziano della Corte disponibile e che non sia cittadino di una delle parti della controversia.
La stessa procedura si applica se, entro il termine di un mese dopo la nomina del secondo arbitro, il presidente del tribunale arbitrale non è designato.

5. le disposizioni dei paragrafi 3 e 4 si applicano, a seconda dei casi, per provvedere ad ogni seggio vacante.

6. Se due Parti o più si intendono per intentare una causa in comune, esse nominano congiuntamente un arbitro.

7. Le parti alla controversia ed il Comitato permanente forniscono al tribunale arbitrale ogni agevolazione necessaria per lo svolgimento efficace della procedura.

8. Il tribunal arbitrale stabilisce le sue regole di procedura. Le sue decisioni sono prese alla maggioranza dei suoi membri. La sua sentenza è definitiva ed obbligatoria.

9. La sentenza del tribunale arbitrale è notificata al Segeretario Generale del Consiglio d'Europa che la comunica a tutte le Parti alla Convenzione.

10. Ciascuna Parte alla controversia prende a carico le spese dell'arbitro da essa nominato; queste Parti prendono altresì a carico, a parti uguali, le spese dell'altro arbitro, nonché le altre spese comportate dall'arbitrato.

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 2627):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (DE MICHELIS) il 25 gennaio 1991.

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 27 febbraio 1991, con parere della commissione 1ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 27 marzo 1991.

Relazione scritta annunciata l'8 aprile 1991 (atto n. 2627/*A* - relatore sen. ACHILLI).

Esaminato in aula e approvato il 7 maggio 1991.

Camera dei deputati (atto n. 5658):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 27 maggio 1991, con pareri delle commissioni I, II, VII e IX.

Esaminato dalla III commissione il 25 luglio 1991.

Relazione scritta annunciata il 26 luglio 1991 (atto n. 5658/*A* - relatore on. FRACANZANI).

Esaminato in aula e approvato il 24 settembre 1991.

91G0374

LEGGE 5 ottobre 1991, n. 328.

Ratifica ed esecuzione dell'accordo, effettuato mediante scambio di lettere, tra il Governo della Repubblica italiana e la MFO (Forza multinazionale ed osservatori), concernente la proroga della partecipazione italiana alla MFO, firmato a Roma il 12 marzo 1990.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo, effettuato mediante scambio di lettere, tra il Governo della Repubblica italiana e la Forza multinazionale ed osservatori (MFO), concernente la proroga della partecipazione italiana alla MFO, firmato a Roma il 12 marzo 1990.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data allo scambio di lettere di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dallo scambio di lettere stesso.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 5 ottobre 1991

COSSIGA

ANDREOTTI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*
DE MICHELIS, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* MARTELLI

Multinational Force and Observers
Rome, Italy

12 March 1990

Sir:

I have the honor to refer to the Agreement effected by an exchange of letters dated 16 and 25 March 1982, regarding the participation of Italy in the Multinational Force and Observers (MFO), as subsequently extended, and related understandings.

The Italian Government currently provides for the contribution of a naval contingent to the Organization. It undertakes an essential task in ensuring the success of the mission of the MFO at the Strait of Tiran to secure the peace. The Italian Contingent discharges its duties with a professionalism and reliability that legitimately should be the source of pride for your Government, as it is for the MFO.

In view of the foregoing and with the approval of the Governments of the Arab Republic of Egypt and the State of Israel, I have the honor of proposing that Italian participation in the MFO be continued, under the terms and conditions set forth in the above-referenced Agreement, for an additional period of two years commencing 25 March 1990. If this is agreeable to your Government, I propose that this Note, together with your reply to that effect, shall constitute an agreement, effective on the date of your reply. At the expiration of this renewal, Italy's participation may be further extended by mutual agreement.

The interpretative understandings related to the 1982 Agreement, expressed in a separate exchange of letters of 16 March 1982, shall continue to govern Italy's participation in the two-year period after 25 March 1990.

I wish to take this opportunity to thank the Italian Government, on behalf of the MFO, for the valuable and dedicated service of the Italian Contingent and the professionalism with which your contributed personnel have supported and continue to support the MFO.

Please accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

Wat T. Cluverius IV
Director General

On. Gianni De Michelis
Ministro degli Affari Esteri
Ministero degli Affari Esteri
Roma

Il Ministro degli Affari Esteri

March 12, 1990

Sir,

I have the honor to refer to your Note of March 12, 1990, which provides as follows:

" I have the honor to refer to the Agreement effected by an exchange of letters dated 16 and 25 March 1982, regarding the participation of Italy in the Multinational Force and Observers (MFO), as subsequently extended, and related understandings.

The Italian Government currently provides for the contribution of a naval contingent to the Organization. It undertakes an essential task in ensuring the success of the mission of the MFO at the Strait of Tiran to secure the peace. The Italian Contingent discharges its duties with a professionalism and reliability that legitimately should be the source of pride for your Government, as it is for the MFO.

In view of the foregoing and with the approval of the Governments of the Arab Republic of Egypt and the State of Israel, I have the honor of proposing that Italian participation in the MFO be continued, under the terms and conditions set forth in the above-referenced Agreement, for an additional period of two years commencing 25 March 1990. If this is agreeable to your Government, I propose that this Note, together with your reply to that effect, shall constitute an agreement, effective on the date of your reply. At the expiration of this renewal, Italy's participation may be further extended by mutual agreement.

The interpretative understandings related to the 1982 Agreement, expressed in a separate exchange of letters of 16 March 1982, shall continue to govern Italy's participation in the two-year period after 25 March 1990."

I wish to convey the agreement of my Government to the continuation of Italy's participation in the Multinational Force and Observers after 25 March 1990 on the basis set forth in your Note. My Government therefore concurs with your proposal that your Note, together with this reply, shall constitute an agreement between the MFO and Italy which shall enter into force on this date.

With assurances of my highest consideration,

Wat T. Cluverius IV
Director General
Multinational Force and Observers
R O M E

TRADUZIONE NON UFFICIALE

MFO-ROma ITALIA,
12 Marzo 1990

Eccellenza,

Ho l'onore di riferirmi all'Accordo effettuato mediante scambio di lettere in data 16 e 25 marzo 1982, concernente la partecipazione dell'Italia alla Forza Multinazionale ed Osservatori (MFO), come successivamente prorogato e le intese correlate.

Il Governo Italiano fornisce attualmente il contributo di un contingente navale all'Organizzazione. Esso intraprende il compito essenziale di assicurare il successo della missione della MFO nello Stretto di Tiran per assicurare la pace. Il Contingente Italiano assolve ai suoi doveri con una professionalità ed una affidabilità che dovrebbero legittimamente essere fonte di orgoglio per il Suo Governo come lo sono per la MFO.

In vista di quanto sopra e con l'approvazione dei Governi della Repubblica Araba di Egitto e dello Stato d'Israele, ho l'onore di proporre che la partecipazione italiana alla MFO continui, in base ai termini e condizioni stabiliti nell'Accordo di cui sopra, per un periodo supplementare di due anni a far data dal 25 Marzo 1990. Se ciò è conveniente per il Suo Governo, propongo che questa Nota, assieme alla Sua risposta a tal fine, costituisca un accordo, con effetto dalla data della Sua risposta. Alla scadenza di questo rinnovo, la partecipazione dell'Italia potrà essere ulteriormente prorogata di comune accordo.

Le intese interpretative correlate all'Accordo del 1982, formulate in uno scambio separato di lettere del 16 Marzo 1982, continueranno a regolamentare la partecipazione italiana nel biennio susseguente al 25 marzo 1990.

Desidero avvalermi di questa occasione per ringraziare il Governo Italiano, per conto della MFO, per il servizio di valore e dedicato del Contingente Italiano e per la professionalità con la quale il personale da voi fornito ha appoggiato e continua ad appoggiare la MFO.

Voglia gradire, Eccellenza, i sensi rinnovati della mia più alta considerazione.

Wat T. Cluverius IV
Direttore Generale

On. Gianni De Michelis
Ministro degli Affari Esteri
R O M A

Il Ministro degli Affari Esteri

12 Marzo 1990

Signor Direttore,

Ho l'onore di riferirmi alla Sua Nota del 12 Marzo 1990, che prevede quanto segue:

"Ho l'onore di riferirmi all'Accordo effettuato mediante scambio di lettere in data 16 e 25 marzo 1982, concernente la partecipazione dell'Italia alla Forza Multinazionale ed Osservatori (MFO), come successivamente prorogato e le intese correlate.

Il Governo Italiano fornisce attualmente il contributo di un contingente navale all'Organizzazione. Esso intraprende il compito essenziale di assicurare il successo della missione della MFO nello Stretto di Tiran per assicurare la pace. Il Contingente italiano assolve i suoi doveri con una professionalita ed una affidabilita che dovrebbero legittimamente essere fonte di orgoglio per il suo Governo come lo sono per la MFO.

In vista di quanto sopra e con l'approvazione dei Governi della Repubblica Araba di Egitto e dello Stato d'Israele ho l'onore di proporre che la partecipazione italiana alla MFO continui, in base ai termini e condizioni stabiliti nell'Accordo di cui sopra per un periodo supplementare di due anni a far data dal 25 Marzo 1990. Se ciò è conveniente per il Suo Governo propongo che questa Nota assieme alla Sua risposta a tal fine costituisca un accordo, con effetto dalla data della Sua risposta. Alla scadenza di questo rinnovo, la partecipazione dell'Italia potrà essere ulteriormente prorogata di comune accordo.

Le intese interpretative correlate all'Accordo del 1982, formulate in uno scambio separato di lettere del 16 Marzo 1982, continueranno a regolamentare la partecipazione italiana nel biennio susseguente al 25 marzo 1990."

Desidero esprimere l'accordo del mio Governo al proseguimento della partecipazione italiana alla Forza Multinazionale ed Osservatori dopo il 25 marzo 1990 sulla base stabilita nella Vostra Nota. Il mio Governo quindi conviene con quanto da Lei proposto e cioè che la Sua Nota, assieme alla presente risposta, costituiscano un accordo tra la MFO e l'Italia che entrerà in vigore in questa data.

Con i sensi della mia più alta considerazione,

Firmato: G. De Michelis

Egregio Signore
Wat T. Cluverius IV
Direttore Generale
Forza Multinazionale ed Osservatori
R O M A

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 2489):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (DE MICHELIS) il 17 ottobre 1990.

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, l'8 novembre 1990, con pareri delle commissioni 4ª e 5ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 6 febbraio 1991.

Relazione scritta annunciata il 20 febbraio 1991 (atto n. 2489/*A* - relatore sen. ORLANDO).

Esaminato in aula e approvato il 21 febbraio 1991.

Camera dei deputati (atto n. 5482):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, l'11 marzo 1991, con pareri delle commissioni I, IV e V.

Esaminato dalla III commissione il 21 maggio 1991.

Relazione scritta annunciata il 22 maggio 1991 (atto n. 5482/*A* - relatore on. NAPOLI).

Esaminato in aula e approvato il 24 settembre 1991.

91G0375

LEGGE 5 ottobre 1991, n. 329.

Ratifica ed esecuzione dell'accordo tra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo dell'Unione delle Repubbliche socialiste sovietiche per l'attuazione di scambi giovanili, fatto a Roma il 30 novembre 1989.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo tra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo dell'Unione delle Repubbliche socialiste sovietiche per l'attuazione degli scambi giovanili, fatto a Roma il 30 novembre 1989.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 14 dell'accordo stesso.

Art. 3.

1. All'onere derivante dall'applicazione della presente legge, valutato in lire 359 milioni annue a decorrere dal 1991, si provvede mediante corrispondente riduzione dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 1991-1993, al capitolo 6856 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno finanziario 1991, all'uopo parzialmente utilizzando l'accantonamento «Ratifica ed esecuzione di accordi internazionali».

2. Il Ministro del tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

Art. 4.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 5 ottobre 1991

COSSIGA

ANDREOTTI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

DE MICHELIS, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* MARTELLI

ACCORDO

TRA IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA ED IL GOVERNO DELL'UNIONE DELLE REPUBBLICHE SOCIALISTE SOVIETICHE PER L'ATTUAZIONE DI SCAMBI GIOVANILI

Il Governo della Repubblica Italiana ed il Governo dell'Unione delle Repubbliche Socialiste Sovietiche

sulla base dell'Accordo Culturale stipulato tra la Repubblica Italiana e l'Unione delle Repubbliche Socialiste Sovietiche il 9 febbraio 1960,

nello spirito dell'Atto finale della Conferenza sulla Sicurezza e la Cooperazione in Europa e del Documento conclusivo della Riunione di Vienna,

nella convinzione che l'incremento degli scambi socio-culturali tra i due Paesi sia finalizzato allo sviluppo del processo di comprensione dei problemi sociali e culturali e che rappresenti uno strumento importante per il rafforzamento dei rapporti di amicizia tra i popoli,

considerato che relazioni di amicizia e di collaborazione tra esponenti delle giovani generazioni contribuiranno ad istaurare piu' stretti rapporti tra i due Paesi,

concordano quanto segue:

Articolo 1

Le Parti svilupperanno e promuoveranno gli scambi culturali e sociali di giovani a livello nazionale, regionale e locale nel quadro di una cooperazione decentrata, cui potranno partecipare i cittadini italiani e sovietici membri e non di associazioni e movimenti giovanili.

Tutti gli scambi avverranno sulla base del principio della reciprocita'.

Articolo 2

Gli scambi giovanili dovranno:
favorire il processo di conoscenza reciproca e di amicizia tra i giovani dei due Paesi;
approfondire il processo di comprensione dei vari problemi culturali e sociali nonche' formativi;
stimolare studenti e giovani lavoratori a confrontare le diverse attivita' lavorative e professionali;
incrementare lo sport come uno dei momenti essenziali di crescita fisica e sociale;
stimolare confronti di giovani esperti, ricercatori ed animatori sull'origine della cultura e delle tradizioni dei due Paesi.

Articolo 3

1) Le Parti incoraggeranno, in particolare, le seguenti forme di scambi giovanili:
a) incontri, forum, festivals e campi giovanili per approfondire la conoscenza reciproca;
b) conferenze, seminari ed iniziative congiunte su tematiche politiche, storiche, economiche, sociali ed ecologiche;
c) scambi finalizzati alla qualificazione professionale e iniziative congiunte in ambiti diversi della tecnica e della scienza che siano di interesse reciproco, includendo anche scambi di studenti di istituzioni universitarie e scolastiche italiane e sovietiche;
d) attivita di lavoro volontario giovanile a scopo sociale;
e) scambio di giovani nell'ambito delle relazioni tra citta gemellate;
f) scambio di esperienze nel campo delle politiche giovanili;
g) iniziative relative all'organizzazione del tempo libero ed allo sport;
h) scambio di giovani giornalisti, operanti anche nel settore radio-televisivo;
i) iniziative congiunte di operatori dell'editoria e dei mezzi d'informazione giovanili;
l) iniziative congiunte nel campo artistico-creativo destinate a giovani autori ed interpreti per lo scambio di esperienze in settori quali il teatro, la cinematografia, la musica, la danza, le arti figurative, l'architettura, la letteratura, la moda, il design e la fotografia, nonche' l'attuazione di programmi giovanili congiunti, come ad esempio mostre di giovani

artisti e loro partecipazione a concorsi e festivals in entrambi i Paesi.

2) Le Parti incoraggeranno la realizzazione, nel proprio territorio di concorsi giovanili che si propongano il fine della conoscenza della cultura e della lingua dell'altro Paese, nonche' lo scambio dei vincitori dei suddetti concorsi.

Articolo 4

Per acquisire una migliore conoscenza delle realta' socio-culturali giovanili e confrontare la pedagogia e le modalita' di attuazione degli scambi giovanili nei due Paesi, le Parti attueranno scambi di esperti e convegni di animatori sugli sviluppi della politica giovanile nei suoi vari aspetti.

Articolo 5

Agli scambi realizzati nel quadro del presente Accordo potranno prendere parte giovani di entrambi i sessi di eta' superiore ai 14 anni.

Articolo 6

Le Parti si adopereranno affinche' agli scambi di giovani organizzati nel quadro del presente Accordo possano partecipare giovani handicappati alle stesse condizioni degli altri giovani.

Articolo 7

Gli scambi giovanili potranno essere individuali e di gruppo. Ciascun gruppo, potra' essere formato al massimo da 15 giovani.

Gli scambi scolastici dovranno avvenire tra classi omologhe.

Articolo 8

I giovani partecipanti agli scambi, sia individuali che di gruppo potranno alloggiare, in entrambi i

Paesi, presso i campeggi e i centri turistici per giovani, nelle case di vacanza appartenenti ai diversi istituti di istruzione e ad associazioni, negli ostelli, presso famiglie.

Articolo 9

Le spese di viaggio dei giovani dal Paese di residenza al luogo del Paese ricevente, concordato di volta in volta, e ritorno, saranno a carico del Paese inviante, quelle relative all'ospitalita (vitto e alloggio), ai trasporti interni, alla copertura assicurativa (malattia ed infortunio, con eccezione delle malattie pregresse) e ad un eventuale interprete, a carico del Paese ricevente.

Articolo 10

Le Parti promuoveranno lo scambio di informazioni sulla realta' culturale, sociale e professionale dei giovani in entrambi i Paesi.

Articolo 11

Le Parti faciliteranno per i giovani partecipanti agli scambi previsti dal presente Accordo le procedure relative al rilascio dei visti d'ingresso, considerando la possibilita' del rilascio gratuito, su base di reciprocita'.

Ognuna delle due Parti fara' si' che i giovani provenienti dall'altro Paese godano delle stesse agevolazioni riservate ai giovani coetanei del Paese ricevente.

Articolo 12

Al fine di realizzare il presente Accordo le Parti si impegnano a costituire una Commissione Mista di esperti, la quale, ogni due anni, concorda un programma di scambi giovanili, tenendo conto dei progetti proposti, anche sulla base di accordi diretti tra enti e associazioni interessate, che contribuiranno alla gestione finanziaria dei progetti e ne seguiranno direttamente l'esecuzione.

Articolo 13

Il presente Accordo non pregiudica possibili ulteriori contatti e progetti nel campo degli scambi giovanili.

Articolo 14

Il presente Accordo entra in vigore alla data in cui le due Parti contraenti si saranno notificate l'avvenuto espletamento delle procedure costituzionali previste dai rispettivi ordinamenti interni.

La validita' cessa 12 mesi dopo il ricevimento della comunicazione con cui una delle due Parti abbia notificato all'altra la sua volonta' di recesso.

Fatto a Roma il 30 novembre 1989 in due originali in lingua russa e in lingua italiana, entrambi aventi identico valore.

Per il Governo della Repubblica Italiana

Per il Governo dell'Unione delle Repubbliche Socialiste Sovietiche

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 2463):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (DE MICHELIS) il 4 ottobre 1990.

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 18 ottobre 1990, con pareri delle commissioni 1ª, 5ª e 7ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 23 gennaio 1991.

Relazione scritta annunciata il 5 febbraio 1991 (atto n. 2463/*A* - relatore sen. ACHILLI).

Esaminato in aula e approvato il 21 febbraio 1991.

Camera dei deputati (atto n. 5486):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 7 marzo 1991, con pareri delle commissioni I, V e VII.

Esaminato dalla III commissione il 29 maggio 1991.

Relazione scritta annunciata il 3 giugno 1991 (atto n. 5486/*A* - relatore on. GABBUGGIANI).

Esaminato in aula e approvato il 24 settembre 1991.

91G0376

LEGGE 5 ottobre 1991, n. 330.

Ratifica ed esecuzione dell'accordo tra la Repubblica italiana e la Repubblica d'Austria in materia di esenzione dalla legalizzazione, trasmissione di atti di stato civile e semplificazione delle formalità preliminari per contrarre matrimonio, firmato a Vienna il 29 marzo 1990.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo tra la Repubblica italiana e la Repubblica d'Austria in materia di esenzione dalla legalizzazione, trasmissione di atti di stato civile e semplificazione delle formalità preliminari per contrarre matrimonio, fatto a Vienna il 29 marzo 1990.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo 1 a decorrere dalla data della sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 13 dell'accordo stesso.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 5 ottobre 1991

COSSIGA

ANDREOTTI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*
DE MICHELIS, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* MARTELLI

A C C O R D O

TRA LA REPUBBLICA ITALIANA E LA REPUBBLICA D'AUSTRIA IN MATERIA DI ESENZIONE DALLA LEGALIZZAZIONE, TRASMISSIONE DI ATTI DI STATO CIVILE E SEMPLIFICAZIONE DELLE FORMALITA' PRELIMINARI PER CONTRARRE MATRIMONIO

La Repubblica Italiana e la Repubblica d'Austria,

considerata l'opportunità di adeguare l'accordo in materia di esenzione dalla legalizzazione, trasmissione degli atti di stato civile e semplificazione delle formalità preliminari occorrenti per contrarre matrimonio, firmato a Vienna il 21 aprile 1967, alla mutata situazione giuridica nei due Stati e

desiderando facilitare i rapporti giuridici tra i cittadini dei due Stati in materia di stato civile,

hanno concordato quanto segue:

CAPITOLO I

Esenzione dalla legalizzazione

Articolo 1

1. Sono esenti da qualsiasi legalizzazione per l'uso nell'altro Stato contraente, purché muniti della data, della firma e, se necessario, del timbro d'ufficio dell'autorità dello Stato contraente che li rilascia, gli atti e i documenti sottoindicati:

a) atti e documenti che si riferiscono a stato civile, capacità o situazione familiare delle persone fisiche, alla loro cittadinanza, domicilio o residenza, qualunque sia l'uso al quale essi sono destinati;

b) ogni altro atto o documento quando sono prodotti per la celebrazione del matrimonio o per la formazione di un atto dello stato civile.

2. Sono fatte salve le disposizioni più ampie sull'esenzione dalla legalizzazione contenute in altri accordi in vigore fra i due Stati contraenti.

CAPITOLO II

Trasmissione degli atti dello stato civile

Articolo 2

1. Gli Stati contraenti si impegnano a darsi comunicazione reciproca degli atti iscritti, dopo l'entrata in vigore del presente Accordo, nei

seguenti registri dello stato civile, e concernenti i cittadini dell'altro Stato:

in Italia:

registri di nascita

registri di matrimonio

registri di morte.

in Austria:

Geburtenbuch

Ehebuch

Sterbebuch;

2. Per le comunicazioni devono essere usati moduli conformi agli allegati A, B e C dell'Accordo di Vienna dell'8 settembre 1976 sul rilascio di estratti plurilingue di atti dello stato civile. Detti moduli devono essere completati dai seguenti dati:

a) atti destinati all'Italia

- per le nascite (modulo A): ultima residenza in Italia e cognome dei genitori al momento della loro nascita;

- per i matrimoni (modulo B): ultima residenza degli sposi in Italia;

- per le morti (modulo C): ultima residenza del defunto in Italia; cognome del defunto al momento della nascita;

b) atti destinati all'Austria

- per le nascite (modulo A): ultima residenza dei genitori in Austria; luogo e data del matrimonio dei genitori; per i figli naturali, luogo e data di nascita della madre, ove ciò risulti;

- per i matrimoni (modulo B): ultima residenza degli sposi in Austria;

- per le morti (modulo C): luogo e data dell'eventuale matrimonio e ultima residenza del defunto in Austria.

3. I moduli relativi ai matrimoni sono trasmessi in duplice esemplare.

4. L'integrazione dei moduli deve essere effettuata solo nei limiti in cui l'ufficiale dello stato civile può procedervi in base ai documenti di cui dispone o alle informazioni fornite dalla persona alla quale si riferisce l'iscrizione e, nel caso di integrazione del modulo C, anche in base alle informazioni fornite dai parenti in linea retta, dai fratelli, dalle sorelle e dal coniuge superstite.

Articolo 3

Dopo l'entrata in vigore del presente Accordo, quando un'annotazione é effettuata su un atto dello stato civile concernente un cittadino dell'altro Stato contraente, l'ufficiale dello stato civile deve trasmettere all'ufficiale dello stato civile dell'altro Stato contraente una "copia integrale"/"Abschrift" dell'atto contenente detta annotazione.

Articolo 4

I documenti previsti dagli articoli 2 e 3 sono trasmessi, almeno mensilmente, dall'ufficiale dello stato civile al competente Ufficio consolare dell'altro Stato contraente.

Articolo 5

L'ufficiale dello stato civile di ciascuno degli Stati contraenti ha il diritto di chiedere, a fini d'ufficio, direttamente all'ufficiale dello stato civile dell'altro Stato "copia integrale"/"Abschrift" degli atti contenuti nei registri dello stato civile relativi a cittadini del proprio Stato. Dette copie vengono rilasciate senza la preventiva autorizzazione dell'autorità di vigilanza.

Articolo 6

I documenti di cui agli articoli 2, 3 e 5 sono rilasciati in esenzione da qualsiasi diritto e tassa, e sono trasmessi senza spesa per il destinatario.

CAPITOLO III

Documenti per contrarre matrimonio

Articolo 7

1. Ai fini della celebrazione di un matrimonio avente effetti civili, di un cittadino di uno degli Stati contraenti nell'altro Stato, sono necessari:

   a) un certificato di capacità matrimoniale rilasciato dall'autorità competente del proprio Stato e conforme al modello dell'allegato all'Accordo di Monaco del 5 settembre 1980 sul rilascio dei certificati di capacità matrimoniale;

b) gli altri documenti previsti dal diritto dello Stato ove si celebra il matrimonio, e che gli Stati contraenti si comunicheranno reciprocamente ai sensi del comma terzo, punto a) del presente articolo.

2. Le disposizioni del comma primo del presente articolo non modificano le norme interne di ciascuno dei due Stati sulle condizioni necessarie per contrarre matrimonio.

3. Gli Stati contraenti indicheranno reciprocamente per via diplomatica:

a) i documenti necessari per il rilascio del certificato di capacità matrimoniale e per la celebrazione del matrimonio;

b) le autorità competenti per il rilascio del certificato di capacità matrimoniale;

c) qualsiasi modifica relativa ai punti a) e b) del presente comma.

Articolo 8

1. Per ottenere il rilascio del certificato di capacità matrimoniale da parte del competente ufficiale dello stato civile del proprio Stato, il cittadino può rivolgersi all'ufficiale dello stato civile dell'altro Stato contraente competente per la celebrazione del matrimonio. Gli Stati contraenti predispongono con uno scambio di note il modulo nelle due lingue da cui risultino i dati necessari in base ai rispettivi ordinamenti per determinare la capacità matrimoniale. L'ufficiale dello stato civile dello Stato della celebrazione del matrimonio, contemporaneamente all'avvio della procedura prevista dal proprio ordinamento, dovrà trasmettere al competente Ufficio consolare dell'altro Stato contraente la richiesta unitamente ai documenti necessari al rilascio del certificato matrimoniale che il richiedente deve presentare insieme alle traduzioni.

2. L'Ufficio consolare deve trasmettere la richiesta unitamente agli allegati ed alle relative traduzioni all'autorità competente per il rilascio del certificato di capacità matrimoniale.

Articolo 9

Per il rilascio del certificato di capacità matrimoniale il cittadino può ugualmente rivolgersi direttamente all'autorità competente del proprio Stato. In tal caso entrambi i nubendi dovranno presentare i documenti necessari al rilascio del certicato di capacità matrimoniale e le relative traduzioni.

Articolo 10

Le traduzioni di cui agli articoli 8 e 9 devono essere dichiarate conformi da un Ufficio consolare, retto da un funzionario di carriera, oppure da un traduttore giurato dello Stato dove il documento tradotto deve essere utilizzato.

3. Dopo aver espletato la procedura prevista dalle disposizioni del proprio ordinamento, l'autorità competente rilascia il certificato di capacità matrimoniale trasmettendolo, unitamente agli allegati e alle traduzioni, direttamente all'ufficiale dello stato civile competente per la celebrazione del matrimonio, trattenendo la richiesta.

4. Le medesime modalità si applicano quando uno dei nubendi è cittadino di un terzo Stato.

5. L'autorità competente, qualora sussistano ostacoli per il rilascio del certificato di capacità matrimoniale, ne dà comunicazione direttamente all'ufficiale di stato civile nello Stato dove deve essere celebrato il matrimonio affinchè questi ne informi il nubendo che ha presentato la richiesta.

CAPITOLO IV

Disposizioni finali

Articolo 11

La indicazione della cittadinanza in un documento che non sia il certificato di cittadinanza non costituisce prova dello stato di cittadinanza della persona cui il documento si riferisce.

Articolo 12

Ai fini del presente Accordo, le autorità e gli organi delle Chiese e delle Associazioni religiose legalmente riconosciute che, agli effetti civili, erano competenti anteriormente al 1 gennaio 1939 per la tenuta dei registri dello stato civile nel territorio della Repubblica d'Austria e la cui competenza è tuttora mantenuta nei limiti delle disposizioni austriache vigenti in materia di stato civile, sono considerati ufficiali dello stato civile per quanto riguarda gli atti già iscritti nei registri dello stato civile da essi tenuti, le annotazioni che vengono apposte sugli atti stessi ed i documenti relativi che sono da essi rilasciati.

Articolo 13

1. Il presente Accordo sarà ratificato. Gli strumenti di ratifica saranno scambiati in Roma.

2. Il presente Accordo entra in vigore il primo giorno del quarto mese successivo allo scambio degli strumenti di ratifica.

Articolo 14

Con l'entrata in vigore del presente Accordo è considerato abrogato l Accordo tra la Repubblica Italiana e la Repubblica d'Austria in materia di esenzione dalla legalizzazione, trasmissione degli atti di stato civile e semplificazione di formalità preliminari occorrenti per contrarre matrimonio, firmato a Vienna il 21 aprile 1967.

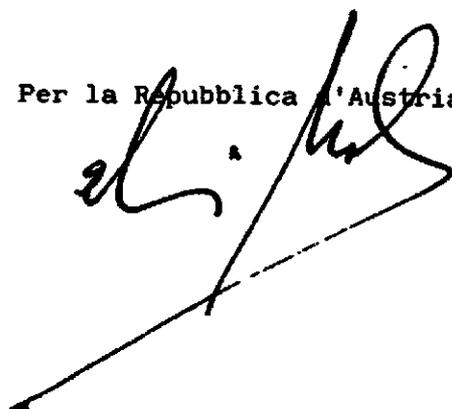
Articolo 15

Il presente Accordo è concluso per la durata di cinque anni a decorrere dalla data della sua entrata in vigore, e sarà tacitamente prorogato di anno in anno se non sarà denunciato sei mesi prima della scadenza.

IN FEDE DI CHE i Plenipotenziari delle due Parti hanno firmato il presente Accordo e lo hanno munito dei loro sigilli.

FATTO a Vienna il 29 marzo 1990 in due originali in lingua italiana e tedesca, entrambi i testi facenti ugualmente fede.

Per la Repubblica Italiana:

Per la Repubblica d'Austria:

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 2468):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (DE MICHELIS) il 4 ottobre 1990.

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 30 ottobre 1990, con pareri delle commissioni 1ª e 2ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 23 gennaio 1991.

Relazione scritta annunciata il 5 febbraio 1991 (atto n. 2468/*A* - relatore sen. GEROSA).

Esaminato in aula e approvato il 21 febbraio 1991.

Camera dei deputati (atto n. 5485):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 7 marzo 1991, con pareri delle commissioni I e II.

Esaminato dalla III commissione il 15 maggio 1991.

Relazione scritta annunciata il 22 maggio 1991 (atto n. 5485/*A* - relatore on. SCALFARO).

Esaminato in aula e approvato il 24 settembre 1991.

91G0377

LEGGE 5 ottobre 1991, n. 331.

Ratifica ed esecuzione dell'accordo quadro di cooperazione economica, industriale, scientifico-tecnologica, tecnica e culturale tra Italia e Brasile, fatto a Roma il 17 ottobre 1989.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo quadro di cooperazione economica, industriale, scientifico-tecnologica, tecnica e culturale tra Italia e Brasile, fatto a Roma il 17 ottobre 1989.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo XXVI dell'accordo stesso.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 5 ottobre 1991

COSSIGA

ANDREOTTI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*
DE MICHELIS, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* MARTELLI

ACCORDO QUADRO DI COOPERAZIONE ECONOMICA, INDUSTRIALE, SCIENTIFICO-TECNOLOGICA, TECNICA E CULTURALE TRA ITALIA E BRASILE

PREAMBOLO

- Il Governo della della Repubblica Italiana e il Governo della Repubblica Federativa del Brasile (d'ora in avanti denominate "Le Parti")

- nel desiderio di rafforzare ed approfondire le tradizionali relazioni esistenti tra i due Paesi e tenendo presente il contributo sostanziale allo sviluppo ed all'economia del Brasile conferito da una importante ed operosa collettività di origine italiana ivi stanziata da oltre un secolo;

- alla luce del contributo decisivo dello sviluppo economico, della ricerca scientifica e dell'ammodernamento tecnologico al consolidamento delle istituzioni democratiche ed al progresso sociale;

- considerando che l'obiettivo dello sviluppo economico deve essere perseguito in modo sostenibile, tenendo presente la necessità di assicurare l'utilizzazione razionale delle risorse naturali a favore delle generazioni presenti senza pregiudicare la conservazione delle stesse per le generazioni future e considerando anche che lo sviluppo sostenibile presuppone la compatibilità tra crescita economica equa e preservazione dell'ambiente;

- consapevoli che l'appartenenza dell'Italia alla Comunità Europea e del Brasile all'America Latina, favorisce l'impegno dei due Paesi di rafforzare strutture regionali di integrazione suscettibili di contribuire validamente al rafforzamento di legami di cooperazione tra le rispettive aree e a favorire la creazione di un ordinamento internazionale più equo intensificando il dialogo tra le rispettive aree regionali;

- convinte che il sentimento di antica e profonda solidarietà ed amicizia esistente tra i due Paesi possa essere intensificato attraverso la cooperazione economica, industriale, scientifico-tecnologica, tecnica e culturale promossa da strumenti originali e concreti;

- considerata l'esigenza di completare mediante un Accordo Quadro le misure già concordate con Accordi settoriali in materia economica, finanziaria, industriale, scientifico-tecnologica, di cooperazione tecnica e culturale al fine di accrescere gli scambi economici e commerciali ed i flussi finanziari bilaterali;

hanno convenuto quanto segue:

PARTE PRIMA
FINALITA' DELLA COOPERAZIONE BILATERALE

ARTICOLO I

Le due Parti si adopereranno per creare condizioni adeguate a favorire la collaborazione economica, industriale, scientifico-tecnologica, tecnica e culturale tra i due Paesi attraverso la promozione di relazioni economiche e commerciali più intense, dell'afflusso di investimenti diretti nei rispettivi territori e della realizzazione di programmi congiunti triennali rinnovabili che mirino a promuovere la complementarietà tra imprese dei due Paesi.

In tale quadro, particolare rilievo si intende conferire alla promozione di investimenti produttivi in Brasile da parte di imprese italiane pubbliche o private.

ARTICOLO II

Le due Parti ritengono che la collaborazione prospettata non dovrà limitarsi ai settori già esplorati, ma dovrà essere ampliata con interventi nel campo delle piccole e medie imprese, le quali in ambedue i Paesi conferiscono un significativo apporto allo sviluppo economico e sociale.

ARTICOLO III

Allo scopo di assicurare il conseguimento dei fini del presente Accordo e di rafforzare la collaborazione economica ed industriale, le Parti si adopereranno altresì per incoraggiare la costituzione in Brasile di società miste, fornendo il sostegno finanziario e tecnologico necessario attraverso gli strumenti di cui dispongono, secondo le modalità del successivo art. VII.

ARTICOLO IV

Le due Parti assicureranno altresì, nell'ambito dei rispettivi sistemi normativi, le condizioni giuridiche ed economiche atte ad assicurare un trattamento giusto ed equo agli investimenti pubblici e privati dell'altro, a norma del successivo articolo VIII.

ARTICOLO V

Le Parti dedicheranno particolare attenzione all'obiettivo di dare vita ad iniziative legate all'attuazione di programmi nazionali finalizzati alla razionale utilizzazione delle rispettive risorse naturali, nel quadro della protezione dell'ambiente e della conservazione dei rispettivi ecosistemi, anche per mezzo di incentivi all'interscambio di tecnologie non inquinanti e di tecnologie specifiche per la protezione ambientale.

PARTE SECONDA
STRUMENTI PER PROMUOVERE LA COOPERAZIONE

ARTICOLO VI

Allo scopo di perseguire le finalità di cui agli articoli precedenti la Parte italiana si adopererà per sostenere l'esportazione di beni di capitale attraverso:

a) l'assicurazione del credito all'esportazione;

b) l'autorizzazione ad istituti di credito per la concessione di linee di credito bancarie a condizioni "consensus" nel quadro di accordi intergovernativi.

La Parte italiana opererà anche per favorire la promozione di investimenti produttivi in imprese miste o di interesse comune.

Tali investimenti, ai quali si dedicherà il massimo impegno, dovranno essere conformi alla politica assicurativa italiana.

Onde allargare le possibilità in questo campo, le due Parti identificheranno, i progetti che presentino un adeguato livello di redditività e garanzie appropriate di ripagamento dei finanziamenti concessi.

ARTICOLO VII

Ciascuna delle Parti si adopererà per promuovere e facilitare gli investimenti di proprie imprese nel mercato dell'altra, con particolare riguardo a quelli effettuati dalle piccole e medie imprese, anche attraverso la collaborazione degli istituti bancari dei rispettivi Paesi.

La Parte italiana è disposta ad utilizzare allo scopo sia lo strumento della garanzia assicurativa, sia quello dei finanziamenti agevolati disponibili secondo la legislazione italiana.

La Parte brasiliana è disposta, allo stesso scopo, a stimolare l'afflusso di capitali e di iniziative italiane attraverso il BNDES ed il Banco do Brasil e servendosi del sistema "CEBRAE".

La Parte brasiliana si impegna ad attivare gli organi nazionali competenti per la promozione delle esportazioni, al fine di stimolare la penetrazione delle imprese miste o di interesse comune costituite in base al presente Accordo sui mercati terzi.

ARTICOLO VIII

Ciascuna Parte provvederà, nell'ambito del suo territorio e tenuto conto delle rispettive legislazioni, per quanto attiene agli investimenti ed ai proventi degli investimenti dell'altra, a:

a) concedere un trattamento non meno favorevole di quello riservato ai propri cittadini ed agli investitori di Paesi terzi, qualunque sia il trattamento più favorevole concesso in base ad Accordi bilaterali;

b) garantire il rimpatrio degli utili e la possibilità di disinvestimento;
c) concedere in caso di espropriazione un risarcimento giusto.

Le Parti si impegnano inoltre a non utilizzare meccanismi di protezione interna suscettibili di ostacolare i fini del presente Accordo.

ARTICOLO IX

Tutte le divergenze e controversie che sorgessero tra imprese italiane e brasiliane decorrenti dall'esecuzione del presente Accordo saranno risolte in via amichevole secondo il Regolamento di Conciliazione ed Arbitrato della Camera di Commercio Internazionale di Parigi, con sede al n.38 di Cour Albert Premier 75006, Parigi da parte di uno o più arbitri in conformità col regolamento della Camera su citata.

Rimane stipulato fino da ora che la sede di arbitrato, il numero di arbitri, la legislazione applicabile al merito dellla disputa, la legge processuale applicabile e la lingua da usare saranno fissati e determinati dal regolamento stabilito dalla Camera di Commercio Internazionale di Parigi.

Le Parti concordano di restare vincolate alla decisione di tale giudizio arbitrale e prenderanno tutte le misure necessarie per conferire piena efficacia al rispettivo responso.

ARTICOLO X

Le Parti considereranno prioritari quei progetti in grado di generare valuta tramite l'esportazione di una parte o della totalità della produzione derivante dall'investimento.

ARTICOLO XI

Le Parti concordano che i finanziamenti concessi da organismi finanziari internazionali o regionali svolgano un importante ruolo nella promozione dello sviluppo economico.

Pertanto, una particolare priorità verrà conferita a quei progetti che utilizzino lo strumento del cofinanziamento vincolato ad organismi finanziari internazionali o regionali.

PARTE TERZA
COOPERAZIONE SCIENTIFICO-TECNOLOGICA

ARTICOLO XII

Le due Parti si impegnano al sostegno ed alla promozione di forme di collaborazione ed attività nella scienza e nella tecnologia così come in progetti comuni di ricerca e sviluppo.

Oltre ed insieme agli strumenti di cui agli altri articoli del presente Accordo, le due Parti hanno convenuto sull'opportunità di conferire un contributo qualificante alla loro collaborazione economica e scientifico-tecnologica mediante la individuazione congiunta di una "fascia tecnologica avanzata" che l'Italia si impegna a fornire al Brasile attraverso il sostegno prioritario di iniziative dirette all'ammodernamento tecnologico della struttura produttiva brasiliana, in particolare nel settore delle piccole e medie imprese.

ARTICOLO XIII

Le due Parti, al fine di intensificare la cooperazione bilaterale nel campo della scienza e della tecnologia, come previsto dall'art. XII, hanno deciso di istituire un "Comitato congiunto di coordinamento per la Scienza e la Tecnologia" che dovrà identificare, proporre e promuovere, seguendone poi l'andamento ed i risultati, iniziative di collaborazione nel settore della ricerca scientifica e tecnologica, di interesse per le due Parti, con particolare riferimento ai progetti suscettibili di applicazione su base produttiva.

Il "Comitato congiunto di coordinamento per la Scienza e la Tecnologia" sarà composto da funzionari delle Amministrazioni dello Stato e si riunirà almeno una volta all'anno secondo gli specifici argomenti all'ordine del giorno ed in appoggio all'azione del Comitato potranno essere chiamati esperti, scienziati e rappresentanti del mondo produttivo.

Il "Comitato congiunto di coordinamento per la Scienza e la Tecnologia" sarà copresieduto da funzionari dei Ministeri degli Affari Esteri dei due Paesi. La composizione ed il funzionamento del Comitato saranno stabiliti attraverso i canali diplomatici.

ARTICOLO XIV

In tale prospettiva, le due Parti si impegnano a facilitare l'avvio di programmi o progetti di cooperazione tra organismi statali, enti di ricerca ed imprese dei due Paesi, in via bilaterale, in cooperazione con organizzazioni scientifiche di Paesi Terzi od organizzazioni internazionali.

Da parte italiana si favorirà inoltre l'inserimento di progetti di istituzioni ed imprese brasiliane nei programmi scientifici, tecnologici ed industriali sviluppati nell'ambito di organizzazioni europee attive nel campo della ricerca e sviluppo, quali il CERN, l'ESA e l'EUREKA.

In particolare, da parte italiana, si opererà affinchè il meccanismo predisposto da EUREKA venga utilizzato per offrire ad imprese ed enti brasiliani uno strumento che identifichi i rapporti di cooperazione con imprese ed enti italiani ed europei.

ARTICOLO XV

Le proposte da sviluppare nell'ambito del "Comitato congiunto di coordinamento per la Scienza e la Tecnologia" verranno presentate al "Comitato di Programmazione" di cui ai successivi Art. XX e XXI.

Il "Comitato congiunto di coordinamento per la Scienza e la Tecnologia" assicurerà le funzioni di scambio di informazioni e valutazioni sui temi attinenti alle rispettive politiche in campo scientifico e tecnologico, di individuazione di aree di collaborazione di interesse prioritario dei due Paesi e di verifica delle attività e delle proposte di collaborazione nel settore, anche attraverso un "Inventario Tecnologico".

ARTICOLO XVI

Ciascuna delle due Parti contraenti si adopererà, nel quadro di specifici accordi ed intese che definiscano le fonti di finanziamento ed i meccanismi operativi, per consentire a laureati e ricercatori dell'altra Parte di frequentare istituzioni accademiche e di ricerca scientifica, ovvero corsi di specializzazione e di perfezionamento in settori economici, industriali, scientifici, tecnologici e culturali definiti di comune accordo.

ARTICOLO XVII

Le due Parti inizieranno conversazioni al fine di pervenire al riconoscimento reciproco dei titoli finali rilasciati dalle istituzioni accademiche e di ricerca scientifica di cui al precedente Art. XVI.

PARTE QUARTA
COOPERAZIONE ALLO SVILUPPO

ARTICOLO XVIII

Allo scopo di conseguire le finalità descritte nella Parte Prima del presente Accordo, particolare attenzione verrà conferita alle iniziative brasiliane di sostegno allo sviluppo, per il finanziamento dei cui progetti ed interventi potrà anche essere fatto ricorso agli strumenti finanziari agevolati della cooperazione italiana allo sviluppo.

Onde assicurare un razionale impiego di tali strumenti e tenendo conto del loro carattere fortemente agevolato, essi verranno impiegati principalmente per progetti di elevato contenuto sociale o particolarmente significativi sotto il profilo scientifico e tecnologico, concordati tra le due Parti secondo le procedure di cui al successivo Art. XIX, avendo cura - per quanto riguarda i progetti produttivi - che la concessione di finanziamenti particolarmente agevolati non ne alteri la redditività.

ARTICOLO XIX

Le due Parti esprimono il loro vivo interesse ad una più articolata attività nel settore della cooperazione allo sviluppo, che tenga conto di tutte le possibilità offerte dalla legge italiana n. 49/87.

A questo fine esse si impegnano:

- a considerare l'opportunità di destinare alla cooperazione allo sviluppo italo-brasiliana risorse superiori a quelle attivate fino ad ora;
- a concepire programmi triennali per consentire una selezione accurata ed una destinazione finalizzata delle risorse ai

settori cruciali dell'economia e della realtà sociale brasiliana;
- a definire tali programmi triennali, eventualmente, anche con un criterio di gradualità nella scelta delle iniziative;
- ad effettuare periodiche verifiche dello stato della cooperazione in atto e della programmazione;
- ad identificare, nel più breve tempo possibile, le iniziative concrete che verranno realizzate tanto con lo strumento del dono quanto con quello del credito di aiuto, e che saranno concordate secondo i seguenti principi fondamentali:

a) il contributo italiano verrà integrato da interventi brasiliani a copertura totale o parziale delle spese locali;
b) saranno privilegiate le iniziative che consentano lo sviluppo e l'applicazione in Brasile di nuove tecnologie nel settore industriale e nel settore terziario, tenendo conto della necessità di affrontare le relative componenti di formazione professionale;
c) saranno considerate anche le iniziative volte al perfezionamento della produzione primaria, per ottimizzare lo sfruttamento delle risorse del Brasile e migliorarne il potenziale di esportazione;
d) verranno inoltre prese in considerazione le iniziative che consentano un miglioramento della situazione socio-sanitaria del Paese, allo scopo di alleviare i problemi dell'emarginazione, tanto urbana che rurale;
e) nella definizione e realizzazione di progetti nell'ambito del presente accordo, le Parti considereranno con particolare attenzione l'obiettivo dello sviluppo sostenibile, tale da favorire l'utilizzazione razionale delle risorse naturali in un quadro di tutela dell'assetto ambientale contro i rischi di compromissione;
f) sarà esaminata l'opportunità di attivare, in via bilaterale o anche multilaterale, meccanismi o forme di cofinanziamento o interventi congiunti di cooperazione in Paesi Terzi in via di sviluppo, di comune interesse;
g) sarà utilizzato, laddove ritenuto più opportuno e nelle forme concordate dalle due Parti, il contributo delle O.N.G.

PARTE QUINTA
MECCANISMI ISTITUZIONALI

ARTICOLO XX

Le due Parti collaboreranno all'esecuzione del presente Accordo nell'ambito di un "Comitato di Programmazione", che avrà il compito di indicare le priorità da seguire, di individuare i progetti da realizzare e di indicare gli strumenti finanziari da utilizzare per l'attuazione e realizzazione dei singoli progetti oltre che esercitare funzioni generali di stimolo e di coordinamento e di controllo delle iniziative di collaborazione tra i due Paesi.

ARTICOLO XXI

Il "Comitato di Programmazione" sarà presieduto alternativamente per il periodo di un anno da un alto funzionario del Ministero degli Affari Esteri dei due Paesi. Esso sarà altresì costituito, per la parte italiana, da rappresentanti del Ministero del Tesoro e del Commercio con l'estero e dalle Amministrazioni competenti per materia.

Per parte brasiliana esso sarà composto anche da rappresentanti del Ministero delle Finanze, della Segreteria di Pianificazione della Presidenza della Repubblica e di altri organi competenti per materia.

ARTICOLO XXII

Il "Comitato di Programmazione", nello svolgimento delle funzioni previste dall'Art. XX, potrà agire altresì valendosi delle istituzioni comuni già previste da intese precedenti al presente Accordo.

Ai fini di un impiego razionale ed economicamente efficiente delle risorse finanziarie impegnate da parte dei due Paesi gli esami tecnico-finanziari di fattibilità, come pure la fase decisionale, dovranno essere realizzati attraverso processi che forniscano garanzia di accurata selezione.

Il "Comitato di Programmazione" potrà costituire tutti quegli organi di raccordo necessari per coordinare le

procedure di approvazione dei progetti previsti dai due Paesi. In particolare sarà anche esaminata la possibilità di costituire un Comitato Interbancario per promuovere ipotesi di collaborazione industriale nel settore privato e fornire al Comitato di Programmazione elementi concreti di giudizio circa la loro validità economica.

ARTICOLO XXIII

Il "Comitato di Programmazione" si riunirà con la frequenza ritenuta necessaria dall'espletamento delle funzioni assegnatigli presentando alle Parti una relazione periodica di aggiornamento sullo stadio di avanzamento delle iniziatve congiunte.

ARTICOLO XXIV

Per dare impulso allo sviluppo della cooperazione economica, industriale, scientifico-tecnologica, tecnica e culturale, prevista nel presente Accordo, ed esaminare problematiche economiche di comune interesse, verranno realizzate con frequenza possibilmente annuale riunioni bilaterali di consultazione tra il Ministro degli Affari Esteri della Repubblica Italiana ed il Ministro degli Affari Esteri della Repubblica del Brasile, o tra i rispettivi sostituti.

ARTICOLO XXV

Nessuna delle disposizioni contenute nel presente Accordo deve essere in contrasto con gli impegni derivanti alle due Parti da Accordi bilaterali o multilaterali in vigore.

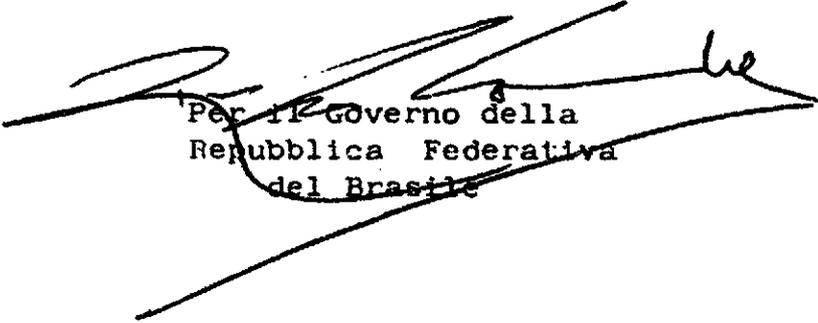
ARTICOLO XXVI

Il presente Accordo entrerà in vigore al momento dello scambio degli strumenti di ratifica ed avrà validità triennale rinnovabile tacitamente, salvo denuncia con preavviso non inferiore a sei mesi.

L'Accordo avrà comunque effetto fino alla conclusione dei programmi in atto alla data della sua denuncia.

In attesa della ratifica e dell'entrata in vigore del presente Accordo, le due Parti si ispireranno, nelle loro reciproche relazioni, ai principi definiti nell'Accordo medesimo.

Fatto a Roma il 17 ottobre 1989 in due esemplari originali, nelle lingue italiana e portoghese, entrambi i testi facenti ugualmente fede.

Per il Governo della Repubblica Italiana

Gianni De Michelis

Per il Governo della Repubblica Federativa del Brasile

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 2490):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (DE MICHELIS) il 17 ottobre 1990.

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 6 novembre 1990, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª, 5ª, 6ª, 7ª, 10ª e 13ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 6 febbraio 1991.

Relazione scritta annunciata il 14 febbraio 1991 (atto n. 2490/*A* - relatore sen. GEROSA).

Esaminato in aula e approvato il 21 febbraio 1991.

Camera dei deputati (atto n. 5484):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 7 marzo 1991, con pareri delle commissioni I, II, V, VI, VII, VIII e X.

Esaminato dalla III commissione il 16 maggio 1991, 2 luglio 1991.

Relazione scritta annunciata l'11 luglio 1991 (atto n. 5484/*A* - relatore on. FOSCHI).

Esaminato in aula e approvato il 24 settembre 1991.

91G0378

LEGGE 5 ottobre 1991, n. 332.

Ratifica ed esecuzione del protocollo addizionale alla convenzione di Istanbul del 4 settembre 1958, concernente lo scambio internazionale di informazioni in materia di stato civile, fatto a Patrasso il 6 settembre 1989.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il protocollo addizionale alla convenzione di Istanbul del 4 settembre 1958, concernente lo scambio internazionale di informazioni in materia di stato civile, fatto a Patrasso il 6 settembre 1989.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data al protocollo di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 4 del protocollo stesso.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 5 ottobre 1991

COSSIGA

ANDREOTTI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

DE MICHELIS, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* MARTELLI

Protocole additionnel à la Convention concernant l'échange international d'informations en matière d'état civil, signée à Istanbul le 4 septembre 1958 adopté par l'Assemblée Générale le 7 septembre 1988 à Salzbourg

Les Etats signataires du présent Protocole, membres de la Commission Internationale de l' Etat Civil et Parties contractantes à la Convention du 4 septembre 1958 concernant l' échange international d' informations en matière d' état civil,

Tenant compte de l' évolution intervenue dans le domaine de l' information internationale en matière d' état civil, et désireux d'y adapter les avis requis en vertu de l' article ler de la Convention du 4 septembre 1958,

Sont convenus des dispositions suivantes:

Article ler

1. En ce qui concerne la transmission de l'information relative aux actes visés à l' article ler de la Convention du 4 septembre 1958, les Etats pourront utiliser soit les formules prévues à l' article 2 de cette Convention, soit les modèles d' extraits plurilingues des Conventions signées à Paris le 27 septembre 1956 et à Vienne le 8 septembre 1976, soit un autre modèle élaboré à cet effet par la Commission Internationale de l' Etat Civil.

2. Lors de l'utilisation de la voie postale, les avis sont transmis sous pli cacheté.

Article 2.

1. Lorsque sont utilisées les formules prévues à l'article 2 de la Convention du 4 septembre 1958, celles-ci devront être complétées par les traductions en langues anglaise, espagnole,grecque et portugaise des modèles d' avis, telles qu'elles figurent en annexe au présent Protocole.

2. Lorsque sont utilisés les modèles d'extraits plurilingues des Conventions signées à Paris le 27 septembre 1956 et à Vienne le 8 septembre 1976, la mention suivante, rédigée dans les langues des énonciations invariables de l' extrait, doit apparaître: "Cet extrait de l'acte de mariage / décès est transmis pour valoir avis au sens de l'article ler de la Convention du 4 septembre 1958 concernant l' échange international d'informations en matière d' état civil". La mention peut soit être apposée directement sur le modèle d' extrait plurilingue utilisé, soit figurer sur une fiche annexe agrafée à l extrait en cause.

Article 3.

Le présent Protocole sera ratifié, accepté ou approuvé, et les instruments de ratification, d' acceptation ou d' approbation seront déposés auprès du Conseil Fédéral Suisse.

Article 4.

1. Le présent Protocole entrera en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui du dépôt du deuxième instrument de ratification, d' acceptation, d' approbation ou d' adhésion.

2. A l' égard de l'Etat qui ratifiera, acceptera, approuvera ou adhèrera après son entrée en vigueur, le Protocole prendra effet le premier jour du troisième mois qui suit celui du dépôt par cet Etat de l' instrument de ratification, d' acceptation, d' approbation ou d' adhésion.

Article 5.

Tout Etat qui a ratifié, accepté ou approuvé la Convention du 4 septembre 1958, ou qui y a adhéré, pourra adhérer au présent Protocole. L'instrument d' adhésion sera déposé auprès du Conseil Fédéral Suisse.

Article 6.

Les dispositions de l' article 7 de la Convention du 4 septembre 1958 sont applicables, mutatis mutandis, à la détermination du domaine territorial du présent Protocole.

Article 7.

1. Le présent Protocole demeurera en vigueur sans limitation de durée.

2. Pour l' Etat qui dénoncerait la Convention du 4 septembre 1958, le présent Protocole cessera d' être en vigueur simultanément avec la Convention.

Article 8.

1. Le Conseil Fédéral Suisse notifiera aux Etats membres de la Commission Internationale de l' Etat Civil

a) le dépôt de tout instrument de ratification, d' acceptation, d' approbation ou d' adhésion;
b) toute date d' entrée en vigueur du Protocole;
c) toute déclaration concernant l' extension territoriale du Protocole ou son retrait, avec la date à laquelle elle prendra effet.

2. Le Conseil Fédéral Suisse avisera le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'.Etat Civil de toute notification faite en application du paragraphe 1.

3. Dès l' entrée en vigueur du présent Protocole, une copie certifiée conforme sera transmise par le Conseil Fédéral Suisse au Secrétaire Général des Nations Unies aux fins d' enregistrement et de publication, conformément à l' article 102 de la Charte des Nations Unies.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Fait à ...Patras...... le 6.septembre..1989... en un seul exemplaire, en langue française, qui sera déposé dans les archives du Conseil Fédéral Suisse, et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats membres de la Commission Internationale de l' Etat Civil. Une copie certifiée conforme sera également adressée au Secrétaire Général de la Commission Internationale de l' Etat Civil.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

PROTOCOLLO ADDIZIONALE ALLA CONVENZIONE PER LO SCAMBIO INTERNAZIONALE DI INFORMAZIONI SULLO STATO CIVILE FIRMATA A ISTANBUL IL 4 SETTEMBRE 1958- ADOTTATO DALL'ASSEMBLEA GENERALE IL 7 SETTEMBRE 1988 A SALISBURGO

Gli Stati firmatari del presente Protocollo membri della Commissione Internazionale di Stato Civile e Parti Contraenti della Convenzione del 4 settembre 1958 per lo scambio internazionale di informazioni sullo stato civile,

In considerazione dell'andamento del settore dell'informazione internazionale in materia di stato civile, e desiderosi di adattare in conformità le comunicazioni necessarie ai sensi dell'articolo 1 della Convenzione del 4 settembre 1958,

Hanno convenuto le seguenti disposizioni:

Articolo

1. Per quanto concerne la comunicazione delle informazioni concernenti gli atti di cui all'articolo 1 della Convenzione del 4 settembre 1958, gli Stati potranno utilizzare sia i formulari previsti all'articolo 2 della presente Convenzione, sia i modelli di estratti plurilingue delle Convenzioni firmate a Parigi il 27 settembre 1956 e a Vienna l'8 settembre 1976, sia un altro modulo elaborato a tal fine dalla Commissione Internazionale di Stato Civile.

2. Allorché si utilizzano le vie postali, le comunicazioni sono trasmesse in plico sigillato.

Articolo 2

1. Allorché sono utilizzati i formulari previsti all'articolo 2 della Convenzione del 4 settembre 1958, questi dovranno essere completati dalle traduzioni in lingua inglese, spagnola, greca e portoghese dei moduli di avviso, cosi' come figurano in annesso al presente Protocollo.

2. Allorchè sono utilizzati i moduli di estratti plurilingue delle Convenzioni sottoscritte il 27 settembre 1956 a Parigi e l'8 settembre 1976 a Vienna, deve comparire la seguente menzione, redatta nelle lingue degli enunciati invariabili dell'estratto: "Il presente estratto dell'atto di matrimonio/decesso è trasmesso a valere come avviso ai sensi dell'articolo 1 della Convenzione del 4 settembre 1958 per lo scambio internazionale di informazioni sullo stato civile". La menzione può sia essere apposta direttamente sul modello di estratto plurilingue utilizzato,sia figurare su una scheda allegata aggraffata all'estratto in questione.

Articolo 3

Il presente Protocollo sarà ratificato, accettato o approvato e gli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione saranno depositati presso il Consiglio Federale Svizzero.

Articolo 4

1. Il presente Protocollo entrerà in vigore il primo giorno del terzo mese successivo a quello del deposito del secondo strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione.

2. Nei confronti dello Stato che ratifica, accetta, approva o aderisce successivamente all' entrata in vigore del Protocollo, quest'ultimo avrà effetto il primo giorno del terzo mese successivo a quello del deposito da parte di questo Stato dello strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione.

Articolo 5

Ogni Stato che ha ratificato, accettato o approvato la Convenzione del 4 Settembre 1958 o che vi ha aderito potrà aderire al presente Protocollo. Lo strumento di adesione sarà depositato presso il Consiglio Federale Svizzero.

Articolo 6

Le disposizioni dell'articolo 7 della Convenzione del 4 settembre 1958 sono applicabili, mutatis mutandis alla determinazione del settore territoriale del presente Protocollo.

Articolo 7

1. Il presente Protocollo rimarrà in vigore senza limiti di durata.

2. Nei confronti di uno Stato che denunci la Convenzione del 4 settembre 1958, il presente Protocollo cesserà di essere in vigore contemporaneamente alla Convenzione.

Articolo 8

1. Il Consiglio Federale Svizzero notificherà agli Stati membri della Commissione Internazionale di Stato Civile

a) il deposito di ogni strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione;
b) ogni data di entrata in vigore del Protocollo;
c) ogni dichiarazione concernente l'estensione territoriale del Protocollo oppure il suo recesso, congiuntamente alla data alla quale avrà effetto.

2. Il Consiglio Federale Svizzero avviserà il Segretario Generale della Commissione Internazionale di Stato Civile di ogni notifica effettuata in applicazione del paragrafo 1.

3. A decorrere dall'entrata in vigore del presente Protocollo, una copia certificata conforme sarà trasmessa dal Consiglio Federale Svizzero al Segretario Generale delle Nazioni Unite ai fini della registrazione e della pubblicazione in conformità con l'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite.

In fede di che, i sottoscritti a tal fine debitamente autorizzati, hanno firmato il presente Protocollo.

Fatto a Patrasso il 6 settembre 1989 in un solo esemplare in lingua francese che sarà depositato negli archivi del Consiglio federale Svizzero, una copia certificata conforme del quale sarà consegnata per le vie diplomatiche, a ciascuno degli Stati membri della Commissione Internazionale di Stato Civile. Una copia certificata conforme sarà altresi' fatta pervenire al Segretario Generale della Commissione Internazionale di Stato Civile.

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 2420):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (DE MICHELIS) il 7 agosto 1990.

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 25 settembre 1990, con pareri delle commissioni 1ª e 2ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 23 gennaio 1991.

Relazione scritta annunciata il 5 febbraio 1991 (atto n. 2420/*A* - relatore sen. GEROSA).

Esaminato in aula e approvato il 21 febbraio 1991.

Camera dei deputati (atto n. 5480):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 18 marzo 1991, con pareri delle commissioni I e II.

Esaminato dalla III commissione il 15 maggio 1991.

Relazione scritta annunciata il 22 maggio 1991 (atto n. 5480/*A* - relatore on. SCALFARO).

Esaminato in aula e approvato il 24 settembre 1991.

91G0380

LEGGE 5 ottobre 1991, n. 333.

Ratifica ed esecuzione del protocollo alla convenzione sull'elaborazione di una farmacopea europea, fatto a Strasburgo il 16 novembre 1989.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il protocollo alla convenzione sull'elaborazione di una farmacopea europea, fatto a Strasburgo il 16 novembre 1989.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data al protocollo di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 8 del protocollo stesso.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 5 ottobre 1991

COSSIGA

ANDREOTTI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*
DE MICHELIS, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* MARTELLI

PROTOCOL
TO THE CONVENTION ON THE ELABORATION OF A EUROPEAN PHARMACOPOEIA

PROTOCOLE
À LA CONVENTION RELATIVE À L'ÉLABORATION D'UNE PHARMACOPÉE EUROPÉENNE

Préambule

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, Parties à la Convention relative à l'élaboration d'une pharmacopée européenne, du 22 juillet 1964, élaborée au sein de l'Accord partiel du Conseil de l'Europe dans le domaine social et de la santé publique, ci-après dénommée «la Convention»,

Vu la Convention et notamment les dispositions de son article 1er;

Considérant que la Communauté économique européenne a adopté une réglementation, notamment sous forme de directives, applicable aux matières couvertes par la Convention et qu'elle dispose d'une compétence dans ce domaine;

Considérant dès lors que, pour les besoins de l'application de l'article 1er de la Convention, il importe que la Communauté économique européenne puisse être Partie à la Convention;

Considérant qu'à cette fin, il est nécessaire de modifier certaines dispositions de la Convention,

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1

Aux articles 3 et 5, paragraphe 1, de la Convention, les mots «délégations nationales» sont remplacés par le mot «délégations».

Article 2

Le paragraphe 3 de l'article 5 de la Convention est remplacé par le texte suivant:

3. La Commission élira son Président parmi ses membres, par vote secret, à la majorité des deux tiers des voix des délégations. Le mandat du Président et les conditions de renouvellement de ce mandat seront réglés par le règlement intérieur de la Commission. Au cours de son mandat, le Président ne pourra être membre d'une délégation.»

Article 3

L'article 7 de la Convention est remplacé par le texte suivant:

1. Chacune des délégations nationales disposera d'une voix.

2. Dans toutes les matières techniques, y compris l'ordre dans lequel elle préparera les monographies visées à l'article 6, la Commission prendra ses décisions à l'unanimité des voix exprimées et à la majorité des délégations nationales ayant le droit de siéger à la Commission.

3. Toutes les autres décisions de la Commission seront prises à la majorité des trois quarts des voix exprimées. Pour ces décisions, dès l'entrée en vigueur de la Convention à l'égard de la Communauté économique européenne, la délégation de la Communauté participera au vote à la place des délégations de ses Etats membres et disposera d'un nombre de voix égal au nombre des délégations de ses Etats membres.

Cependant, si une Partie contractante devait détenir à elle seule la majorité requise, les Parties contractantes s'engagent à renégocier les modalités de vote au plus tôt cinq ans après l'entrée en vigueur du Protocole si l'une d'entre elles en fait la demande auprès du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.»

Article 4

L'article 10 de la Convention est complété par un paragraphe 3 ainsi rédigé :

« 3. Les modalités de la participation financière éventuelle de la Communauté économique européenne seront déterminées par voie d'accord entre les Parties contractantes. »

Article 5

1. Un nouveau paragraphe 3 est inséré à l'article 12 de la Convention et se lit ainsi :

« 3. La Communauté économique européenne pourra adhérer à la présente Convention. »

2. L'ancien paragraphe 3 de l'article 12 de la Convention devient le nouveau paragraphe 4 de ce même article.

Article 6

Un nouveau paragraphe 4 est inséré à l'article 13 de la Convention et se lit ainsi :

« 4. Les paragraphes 1, 2 et 3 ci-dessus s'appliquent *mutatis mutandis* à la Communauté économique européenne. »

Article 7

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe ayant signé ou ayant adhéré à la Convention qui peuvent exprimer leur consentement à être liés par :

a. signature sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation ; ou

b. signature sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

2. Un Etat membre du Conseil de l'Europe ne peut signer le présent Protocole sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation ou déposer son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation s'il n'est pas déjà ou s'il ne devient pas simultanément Partie à la Convention.

3. Les Etats non membres du Conseil de l'Europe qui ont adhéré à la Convention peuvent également adhérer au présent Protocole.

4. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 8

Le présent Protocole entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période d'un mois après la date à laquelle toutes les Parties à la Convention auront exprimé leur consentement à être liées par le Protocole conformément aux dispositions de l'article 7.

Article 9

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil, aux autres Etats contractants à la Convention et à la Communauté économique européenne :

a. toute signature ;

b. le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ;

c. toute date d'entrée en vigueur du présent Protocole conformément à son article 8 ;

d. tout autre acte, notification ou communication ayant trait au présent Protocole.

In witness whereof the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Protocol.

Done at Strasbourg, the 16th day of November 1989, in English and in French, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Council of Europe. The Secretary General of the Council of Europe shall transmit certified copies to each member State of the Council of Europe, to any other Contracting State to the Convention and to the European Economic Community.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Fait à Strasbourg, le 16 novembre 1989, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe, aux autres Etats contractants à la Convention et à la Communauté économique européenne.

Certified a true copy of the sole original documents, in English and in French, deposited in the archives of the Council of Europe.

Strasbourg, this 5 December 1989

The Director of Legal Affairs
of the Council of Europe,

Copie certifiée conforme à l'exemplaire original unique en langues française et anglaise, déposé dans les archives du Conseil de l'Europe.

Strasbourg, le 5 décembre 1989

Le Directeur des Affaires juridiques
du Conseil de l'Europe,

Erik HARREMOES

TRADUZIONE NON UFFICIALE

PROTOCOLLO ALLA CONVENZIONE SULLA ELABORAZIONE DI UNA FARMACOPEA EUROPEA

Preambolo

Gli Stati membri del Consiglio d'Europa, Parti della Convenzione del 22 luglio 1964 sulla elaborazione di una farmacopea europea, elaborata nel quadro dell'Accordo parziale del Consiglio d'Europa nel settore sociale e della sanità pubblica, in appresso denominata"la Convenzione",

Vista la Convenzione ed in particolare le disposizioni dell'articolo 1 di tale Convenzione,

Considerando che la Comuntà economica europea ha adottato una regolamentazione, soprattutto sotto forma di direttive, applicabile alle materie coperte dalla Convenzione e che dispone di competenza in tale settore;

Considerando pertanto che, ai fini dell'applicazione dell'articolo 1 della Convenzione, è necessario che la Comunità economica europea possa essere parte alla Convenzione;

Considerando che a tal fine, è necessario modificare alcune disposizioni della Convenzione,

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo 1

Negli articoli 3 e 5, paragrafo 1 della Convenzione i termini "delegazioni nazionali" sono sostituiti dal termine "delegazioni".

Articolo 2

Il paragrafo 3 dell'articolo 5 della Convenzione è sostituito dal testo seguente:

"3. La Commissione elegge il suo Presidente tra i suoi membri, con voto segreto a maggioranza di due terzi dei voti delle delegazioni. Il mandato del Presidente e le condizioni per il rinnovo di tale mandato sono disciplinate dal regolamento interno della Commissione. Durante il suo mandato il Presidente non potrà essere membro di una delegazione".

Articolo 3

L'articolo 7 della Convenzione è sostituito dal testo seguente:

"1. Ciascuna delegazione nazionale disporrà di un voto.

2. Per tutti gli argomenti tecnici, compreso l'ordine di preparazione delle monografie di cui all'articolo 6, la Commissione prenderà le sue decisioni alla unanimità dei voti espressi ed alla maggioranza delle delegazioni nazionali aventi diritto ad essere rappresentate alla Commissione.

3. Tutte le altre decisioni della Commissione saranno adottate a maggioranza dei tre quarti dei voti espressi. Per queste decisioni, sin dall'entrata in vigore della Convenzione nei confronti della Comunità Economica Europea, la delegazione della Comunità parteciperà al voto in luogo delle delegazioni dei suoi Stati membri e disporrà di un numero di voti corrispondente al numero delle delegazioni dei suoi Stati membri.

Tuttavia, se una Parte contraente detiene da sola la maggioranza richiesta, le Parti contraenti si impegnano a rinegoziare le modalità di votazione non prima di cinque anni dopo l'entrata in vigore del Protocollo qualora una di esse ne faccia domanda al Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

Articolo 4

L'articolo 10 della Convenzione è completato da un paragrafo 3 cosi' redatto:

"3. Le modalità di una eventuale partecipazione finanziaria della Comunità Economica Europea saranno determinate per mezzo di un accordo tra le Parti contraenti."

Articolo 5

1. Un nuovo paragrafo 3 è inserito all'articolo 12 della Convenzione, del seguente tenore:

"3. La Comunità economica europea potrà aderire alla presente Convenzione".

2. L'ex paragrafo 3 dell'articolo 12 della Convenzione diviene il nuovo paragrafo 4 di questo stesso articolo.

Articolo 6

Un nuovo paragrafo 4 è inserito all'articolo 13 della Convenzione, del seguente tenore:

"4. I paragrafi 1,2 e 3 di cui sopra si applicano mutatis mutandis alla Comunità economica europea."

Articolo 7

1. Il presente Protocollo è aperto alla firma degli Stati membri dela Consiglio d'Europa firmatari o aderenti alla Convenzione, i quali possono esprimere il loro consenso ad essere vincolati da:

a. firma senza riserva di ratifica, di accettazione o di approvazione; oppure

b. firma con riserva di ratifica, di accettazione o di approvazione, seguita da ratifica, da accettazione o da approvazione.

2.Uno Stato membro del Consiglio d'Europa può firmare il presente Protocollo senza riserva di ratifica, di accettazione o di approvazione, o deporre il suo strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione, solo se è già parte alla Convenzione o se lo diviene contestualmente.

3.Gli Stati non membri del Consiglio d'Europa che hanno aderito alla Convenzione possono anche aderire al presente Protocollo.

4.Gli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione saranno depositati presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa .

Articolo 8

Il presente Protocollo entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di un mese dopo la data alla quale tutte le Parti alla Covenzione avranno manifestato il loro consenso ad essere vincolate dal Protocollo in conformità con le disposizioni dell'articolo 7.

Articolo 9

Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa notificherà agli Stati membri del Consiglio, agli altri Stati contraenti della Convenzione ed alla Comunità economica europea:

a. Ogni firma;
b. il deposito di ogni strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione;
c. ogni data di entrata in vigore del presente Protocollo in conformità con l'articolo 8 di tale Protocollo;
d. ogni altro atto, notifica o comunicazione relativa al presente Protocollo.

In fede di che, i sottoscritti a tal fine debitamente autorizzati hanno firmato il presente Protocollo.

Fatto a Strasburgo il 16 novembre 1989, in francese ed in inglese, i due testi facenti ugualmente fede , in un unico esemplare che sarà depositato negli archivi del Consiglio d'Europa.

Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa ne comunicherà copia certificata conforme a ciascuno degli Stati membri del Consiglio d'Europa, agli altri Stati contraenti della Convenzione ed alla
Comunità economica europea.

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 2488):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (DE MICHELIS) il 17 ottobre 1990.

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 15 novembre 1990, con pareri della commissione 12ª e della giunta per gli affari delle Comunità europee.

Esaminato dalla 3ª commissione il 23 gennaio 1991.

Relazione scritta annunciata il 5 febbraio 1991 (atto n. 2488/*A* - relatore sen. COLOMBO).

Esaminato in aula e approvato il 21 febbraio 1991.

Camera dei deputati (atto n. 5483):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, l'11 marzo 1991, con parere della commissione XII.

Esaminato dalla III commissione il 15 maggio 1991.

Relazione scritta annunciata il 22 maggio 1991 (atto n. 5483/*A* - relatore on. MARRI).

Esaminato in aula e approvato il 24 settembre 1991.

91G0381

FRANCESCO NIGRO, *direttore*

FRANCESCO NOCITA, *redattore*
ALFONSO ANDRIANI, *vice redattore*

(3651380) Roma - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.

ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO

LIBRERIE DEPOSITARIE PRESSO LE QUALI È IN VENDITA LA GAZZETTA UFFICIALE

ABRUZZO

- **CHIETI**
  Libreria PIROLA MAGGIOLI
  di De Luca
  Via A. Herio, 21
- **L'AQUILA**
  Libreria UNIVERSITARIA
  Piazza V. Rivera, 6
- **PESCARA**
  Libreria COSTANTINI
  Corso V. Emanuele, 146
  Libreria dell'UNIVERSITÀ
  di Lidia Cornacchia
  Via Galilei, angolo via Gramsci
- **TERAMO**
  Libreria IPOTESI
  Via Oberdan, 9

BASILICATA

- **MATERA**
  Cartolibreria
  Eredi ditta MONTEMURRO NICOLA
  Via delle Beccherie, 69
- **POTENZA**
  Ed. Libr. PAGGI DORA ROSA
  Via Pretoria

CALABRIA

- **CATANZARO**
  Libreria G. MAURO
  Corso Mazzini, 89
- **COSENZA**
  Libreria DOMUS
  Via Monte Santo
- **PALMI (Reggio Calabria)**
  Libreria BARONE PASQUALE
  Via Roma, 31
- **REGGIO CALABRIA**
  Libreria PIROLA MAGGIOLI
  di Fiorelli E.
  Via Buozzi, 23
- **SOVERATO (Catanzaro)**
  Rivendita generi Monopolio
  LEOPOLDO MICO
  Corso Umberto, 144

CAMPANIA

- **ANGRI (Salerno)**
  Libreria AMATO ANTONIO
  Via dei Goti, 4
- **AVELLINO**
  Libreria CESA
  Via G. Nappi, 47
- **BENEVENTO**
  Libreria MASONE NICOLA
  Viale dei Rettori, 71
- **CASERTA**
  Libreria CROCE
  Piazza Dante
- **CAVA DEI TIRRENI (Salerno)**
  Libreria RONDINELLA
  Corso Umberto I, 253
- **FORIO D'ISCHIA (Napoli)**
  Libreria MATTERA
- **NOCERA INFERIORE (Salerno)**
  Libreria CRISCUOLO
  Traversa Nobile ang. via S. Matteo, 51
- **SALERNO**
  Libreria ATHENA S.a.s.
  Piazza S. Francesco, 66

EMILIA-ROMAGNA

- **ARGENTA (Ferrara)**
  C.S.P. - Centro Servizi Polivalente S.r.l.
  Via Matteotti, 36/B
- **FERRARA**
  Libreria TADDEI
  Corso Giovecca, 1
- **FORLÌ**
  Libreria CAPPELLI
  Corso della Repubblica, 54
  Libreria MODERNA
  Corso A. Diaz, 2/F
- **MODENA**
  Libreria LA GOLIARDICA
  Via Emilia Centro, 210
- **PARMA**
  Libreria FIACCADORI
  Via al Duomo
- **PIACENZA**
  Tip. DEL MAINO
  Via IV Novembre, 160
- **RAVENNA**
  Libreria TARANTOLA
  Via Matteotti, 37
- **REGGIO EMILIA**
  Libreria MODERNA
  Via Guido da Castello, 11/B
- **RIMINI (Forlì)**
  Libreria DEL PROFESSIONISTA
  di Giorgi Egidio
  Via XXII Giugno, 3

FRIULI-VENEZIA GIULIA

- **GORIZIA**
  Libreria ANTONINI
  Via Mazzini, 16
- **PORDENONE**
  Libreria MINERVA
  Piazza XX Settembre
- **TRIESTE**
  Libreria ITALO SVEVO
  Corso Italia, 9/F
  Libreria TERGESTE S.a.s.
  Piazza della Borsa, 15
- **UDINE**
  Cartolibreria UNIVERSITAS
  Via Pracchiuso, 19
  Libreria BENEDETTI
  Via Mercatovecchio, 13
  Libreria TARANTOLA
  Via V. Veneto, 20

LAZIO

- **APRILIA (Latina)**
  Ed. BATTAGLIA GIORGIA
  Via Mascagni
- **FROSINONE**
  Cartolibreria LE MUSE
  Via Marittima, 15
- **LATINA**
  Libreria LA FORENSE
  Via dello Statuto, 28/30
- **LAVINIO (Roma)**
  Edicola di CIANFANELLI A. & C.
  Piazza del Consorzio, 7
- **RIETI**
  Libreria CENTRALE
  Piazza V. Emanuele, 8
- **ROMA**
  AGENZIA 3A
  Via Aureliana, 59
  Libreria DEI CONGRESSI
  Viale Civiltà del Lavoro, 124
  Ditta BRUNO E ROMANO SGUEGLIA
  Via Santa Maria Maggiore, 121
  Cartolibreria ONORATI AUGUSTO
  Via Raffaele Garofalo, 33
  Libreria GABRIELE MARIA GRAZIA
  c/o Chiosco Pretura di Roma
  Piazzale Clodio
- **SORA (Frosinone)**
  Libreria DI MICCO UMBERTO
  Via E. Zincone, 28
- **TIVOLI (Roma)**
  Cartolibreria MANNELLI
  di Rosarita Sabatini
  Viale Mannelli, 10
- **TUSCANIA (Viterbo)**
  Cartolibreria MANCINI DUILIO
  Viale Trieste
- **VITERBO**
  Libreria BENEDETTI
  Palazzo Uffici Finanziari

LIGURIA

- **IMPERIA**
  Libreria ORLICH
  Via Amendola, 25
- **LA SPEZIA**
  Libreria CENTRALE
  Via Colli, 5
- **SAVONA**
  Libreria IL LEGGIO
  Via Montenotte, 36/R

LOMBARDIA

- **ARESE (Milano)**
  Cartolibreria GRAN PARADISO
  Via Valera, 23
- **BERGAMO**
  Libreria LORENZELLI
  Viale Papa Giovanni XXIII, 74
- **BRESCIA**
  Libreria QUERINIANA
  Via Trieste, 13
- **COMO**
  Libreria NANI
  Via Cairoli, 14
- **CREMONA**
  Libreria DEL CONVEGNO
  Corso Campi, 72
- **MANTOVA**
  Libreria ADAMO DI PELLEGRINI
  di M. Di Pellegrini e D. Ebbi S.n.c.
  Corso Umberto I, 32
- **PAVIA**
  GARZANTI Libreria internazionale
  Palazzo Università
  Libreria TICINUM
  Corso Mazzini, 2/C
- **SONDRIO**
  Libreria ALESSO
  Via dei Caimi, 14
- **VARESE**
  Libreria PONTIGGIA e C.
  Corso Moro, 3

MARCHE

- **ANCONA**
  Libreria FOGOLA
  Piazza Cavour, 4/5
- **ASCOLI PICENO**
  Libreria MASSIMI
  Corso V. Emanuele, 23
  Libreria PROPERI
  Corso Mazzini, 188
- **MACERATA**
  Libreria MORICHETTA
  Piazza Annessione, 1
  Libreria TOMASSETTI
  Corso della Repubblica, 11
- **PESARO**
  LA TECNOGRAFICA
  di Mattioli Giuseppe
  Via Mameli, 80/82

MOLISE

- **CAMPOBASSO**
  DI.E.M. Libreria giuridica
  c/o Palazzo di Giustizia
  Viale Elena, 1
- **ISERNIA**
  Libreria PATRIARCA
  Corso Garibaldi, 115

PIEMONTE

- **ALESSANDRIA**
  Libreria BERTOLOTTI
  Corso Roma, 122
  Libreria BOFFI
  Via dei Martiri, 31
- **ALBA (Cuneo)**
  Casa Editrice ICAP
  Via Vittorio Emanuele, 19
- **ASTI**
  Libreria BORELLI TRE RE
  Corso Alfieri, 364
- **BIELLA (Vercelli)**
  Libreria GIOVANNACCI
  Via Italia, 6
- **CUNEO**
  Casa Editrice ICAP
  Piazza D. Galimberti, 10
- **NOVARA**
  Libreria POLICARO
  Via Mille, 16
- **TORINO**
  Casa Editrice ICAP
  Via Monte di Pietà, 20
  SO.CE.DI. S.r.l.
  Via Roma, 80
- **VERCELLI**
  Libreria LA LIBRERIA
  Corso Libertà, 46

PUGLIA

- **ALTAMURA (Bari)**
  JOLLY CART di Lorusso A. & C.
  Corso V. Emanuele, 65
- **BARI**
  Libreria FRANCO MILELLA
  Viale della Repubblica, 16/B
  Libreria LATERZA e LAVIOSA
  Via Crisanzio, 16
- **BRINDISI**
  Libreria PIAZZO
  Piazza Vittoria, 4
- **FOGGIA**
  Libreria PATIERNO
  Portici Via Dante, 21
- **LECCE**
  Libreria MILELLA
  Via Palmieri, 30
- **MANFREDONIA (Foggia)**
  IL PAPIRO - Rivendita giornali
  Corso Manfredi, 126
- **TARANTO**
  Libreria FUMAROLA
  Corso Italia, 229

SARDEGNA

- **ALGHERO (Sassari)**
  Libreria LOBRANO
  Via Sassari, 65
- **CAGLIARI**
  Libreria DESSI
  Corso V. Emanuele, 30/32
- **NUORO**
  Libreria DELLE PROFESSIONI
  Via Manzoni, 45/47
- **ORISTANO**
  Libreria SANNA GIUSEPPE
  Via del Ricovero, 70
- **SASSARI**
  MESSAGGERIE SARDE
  Piazza Castello, 10

SICILIA

- **AGRIGENTO**
  Libreria L'AZIENDA
  Via Callicratide, 14/16
- **CALTANISSETTA**
  Libreria SCIASCIA
  Corso Umberto I, 36
- **CATANIA**
  ENRICO ARLIA
  Rappresentanze editoriali
  Via V. Emanuele, 62
  Libreria GARGIULO
  Via F. Riso, 56/58
  Libreria LA PAGLIA
  Via Etnea, 393/395
- **ENNA**
  Libreria BUSCEMI G. B.
  Piazza V. Emanuele
- **FAVARA (Agrigento)**
  Cartolibreria MILIOTO ANTONINO
  Via Roma, 60
- **MESSINA**
  Libreria PIROLA
  Corso Cavour, 47
- **PALERMO**
  Libreria FLACCOVIO DARIO
  Via Ausonia, 70/74
  Libreria FLACCOVIO LICAF
  Piazza Don Bosco, 3
  Libreria FLACCOVIO S.F.
  Piazza V. E. Orlando, 15/16
- **RAGUSA**
  Libreria E. GIGLIO
  Via IV Novembre, 39
- **SIRACUSA**
  Libreria CASA DEL LIBRO
  Via Maestranza, 22
- **TRAPANI**
  Libreria LO BUE
  Via Cassio Cortese, 8

TOSCANA

- **AREZZO**
  Libreria PELLEGRINI
  Via Cavour, 42
- **GROSSETO**
  Libreria SIGNORELLI
  Corso Carducci, 9
- **LIVORNO**
  Libreria AMEDEO NUOVA
  di Quilici Irma & C. S.n.c.
  Corso Amedeo, 23/27
- **LUCCA**
  Libreria BARONI
  Via S. Paolino, 45/47
  Libreria Prof.le SESTANTE
  Via Montanara, 9
- **MASSA**
  GESTIONE LIBRERIE
  Piazza Garibaldi, 8
- **PISA**
  Libreria VALLERINI
  Via dei Mille, 13
- **PISTOIA**
  Libreria TURELLI
  Via Macallè, 37
- **SIENA**
  Libreria TICCI
  Via delle Terme, 5/7

TRENTINO-ALTO ADIGE

- **BOLZANO**
  Libreria EUROPA
  Corso Italia, 6
- **TRENTO**
  Libreria DISERTORI
  Via Diaz, 11

UMBRIA

- **FOLIGNO (Perugia)**
  Nuova Libreria LUNA
  Via Gramsci, 41/43
- **PERUGIA**
  Libreria SIMONELLI
  Corso Vannucci, 82
- **TERNI**
  Libreria ALTEROCCA
  Corso Tacito, 29

VENETO

- **BELLUNO**
  Cartolibreria BELLUNESE
  di Baldan Michela
  Via Loreto, 22
- **PADOVA**
  Libreria DRAGHI - RANDI
  Via Cavour, 17
- **ROVIGO**
  Libreria PAVANELLO
  Piazza V. Emanuele, 2
- **TREVISO**
  Libreria CANOVA
  Via Calmaggiore, 31
- **VENEZIA**
  Libreria GOLDONI
  Calle Goldoni 4511
- **VERONA**
  Libreria GHELFI & BARBATO
  Via Mazzini, 21
  Libreria GIURIDICA
  Via della Costa, 5
- **VICENZA**
  Libreria GALLA
  Corso A. Palladio, 41/43

MODALITÀ PER LA VENDITA

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico:
- **— presso l'Agenzia dell'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato in ROMA, piazza G. Verdi, 10;**
- **— presso le Concessionarie speciali di:**
  BARI, Libreria Laterza S.p.a., via Sparano, 134 - BOLOGNA, Libreria Ceruti, piazza dei Tribunali, 5/F - FIRENZE, Libreria Pirola (Etruria S.a.s.), via Cavour, 46/r - GENOVA, Libreria Baldaro, via XII Ottobre, 172/r - MILANO, Libreria concessionaria «Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato» S.r.l., Galleria Vittorio Emanuele, 3 - NAPOLI, Libreria Italiana, via Chiaia, 5 - PALERMO, Libreria Flaccovio SF, via Ruggero Settimo, 37 - ROMA, Libreria Il Tritone, via del Tritone, 61/A - TORINO, Cartiere Miliani Fabriano - S.p.a., via Cavour, 17;
- **— presso le Librerie depositarie indicate nella pagina precedente.**

Le richieste per corrispondenza devono essere inviate all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - Direzione Commerciale - Piazza G. Verdi, 10 - 00100 Roma, versando l'importo, maggiorato delle spese di spedizione, a mezzo del c/c postale n. 387001. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte seconda, si ricevono in Roma (Ufficio inserzioni - Piazza G. Verdi, 10). Le suddette librerie concessionarie speciali possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano e accompagnati dal relativo importo.

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO - 1991

Gli abbonamenti annuali hanno decorrenza dal 1° gennaio al 31 dicembre 1991
i semestrali dal 1° gennaio al 30 giugno 1991 e dal 1° luglio al 31 dicembre 1991

ALLA PARTE PRIMA - LEGISLATIVA

Ogni tipo di abbonamento comprende gli indici mensili

Tipo A - Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi i supplementi ordinari:
- annuale . . . . L. 315.000
- semestrale . . . . L. 170.000

Tipo B - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata agli atti dei giudizi davanti alla Corte costituzionale:
- annuale . . . . L. 56.000
- semestrale . . . . L. 40.000

Tipo C - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata agli atti delle Comunità europee:
- annuale . . . . L. 175.000
- semestrale . . . . L. 95.000

Tipo D - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata alle leggi ed ai regolamenti regionali:
- annuale . . . . L. 56.000
- semestrale . . . . L. 40.000

Tipo E - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata ai concorsi indetti dallo Stato e dalle altre pubbliche amministrazioni:
- annuale . . . . L. 175.000
- semestrale . . . . L. 95.000

Tipo F - Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi i supplementi ordinari, e i fascicoli delle quattro serie speciali:
- annuale . . . . L. 600.000
- semestrale . . . . L. 330.000

Tipo G - Abbonamento cumulativo al tipo F e alla Gazzetta Ufficiale parte II:
- annuale . . . . L. 800.000

Tipo H - Abbonamento cumulativo al tipo A e alla Gazzetta Ufficiale parte II:
- annuale . . . . L. 530.000

Integrando il versamento relativo al tipo di abbonamento della Gazzetta Ufficiale, *parte prima, prescelto con la somma di* **L. 70.000**, *si avrà diritto a ricevere l'Indice repertorio annuale cronologico per materie 1991.*

Prezzo di vendita di un fascicolo della *serie generale*	L. 1.200
Prezzo di vendita di un fascicolo delle *serie speciali I, II e III*, ogni 16 pagine o frazione	L. 1.200
Prezzo di vendita di un fascicolo della *IV serie speciale «Concorsi»*	L. 2.400
Supplementi ordinari per la vendita a fascicoli separati, ogni 16 pagine o frazione	L. 1.300
Supplementi straordinari per la vendita a fascicoli separati, ogni 16 pagine o frazione	L. 1.300

Supplemento straordinario «Bollettino delle estrazioni»

Abbonamento annuale	L. 110.000
Prezzo di vendita di un fascicolo ogni 16 pagine o frazione	L. 1.300

Supplemento straordinario «Conto riassuntivo del Tesoro»

Abbonamento annuale	L. 70.000
Prezzo di vendita di un fascicolo	L. 7.000

Gazzetta Ufficiale su MICROFICHES - 1991
(Serie generale - Supplementi ordinari - Serie speciali)

Abbonamento annuo mediante 52 spedizioni settimanali raccomandate	L. 1.300.000
Vendita singola: per ogni microfiches fino a 96 pagine cadauna	L. 1.500
per ogni 96 pagine successive	L. 1.500
Spese per imballaggio e spedizione raccomandata	L. 4.000

N.B. — Le microfiches sono disponibili dal 1° gennaio 1983. — Per l'estero i suddetti prezzi sono aumentati del 30%

ALLA PARTE SECONDA - INSERZIONI

Abbonamento annuale	L. 280.000
Abbonamento semestrale	L. 170.000
Prezzo di vendita di un fascicolo, ogni 16 pagine o frazione	L. 1.300

I prezzi di vendita, in abbonamento ed a fascicoli separati, per l'estero, nonché quelli di vendita dei fascicoli delle annate arretrate, compresi i fascicoli dei supplementi ordinari e straordinari, sono raddoppiati.

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 387001 intestato all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato. L'invio dei fascicoli disguidati, che devono essere richiesti all'Amministrazione entro 30 giorni dalla data di pubblicazione, è subordinato alla trasmissione di una fascetta del relativo abbonamento.

Per informazioni o prenotazioni rivolgersi all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - Piazza G. Verdi, 10 - 00100 ROMA
abbonamenti ☎ (06) 85082149/85082221 - vendita pubblicazioni ☎ (06) 85082150/85082276 - inserzioni ☎ (06) 85082145/85082189